

Organisons le Parti et la Révolution avec les décisions du II^d Congrès !



Party Publications

[Explication : Cette brochure est une interview d'un membre du Bureau politique du Comité central du TKP-ML, qui a récemment annoncé l'organisation de son II^d Congrès

Publié le 11 février 2025 et traduit de la version anglaise, à l'adresse : <https://unitecommuniste.fr/articles/tkp-ml-organisons-le-parti-et-la-revolution-avec-les-decisions-du-iiid-congres>]

Organisons le Parti et la Révolution avec les décisions du II^d Congrès !

— *Tout d’abord, pourriez-vous vous présenter ?*

— Je suis membre du Bureau politique du Comité central du TKP-ML.

— *Tout d’abord, je vous remercie d’avoir accepté notre demande d’interview.*

— Au contraire, nous vous remercions. Dans le monde d’aujourd’hui, les impérialistes capitalistes ne cherchent pas seulement à dominer le prolétariat international et les peuples opprimés du monde par la force. Ils s’efforcent également d’imposer une domination idéologique sur la lutte du prolétariat international et des peuples opprimés du monde par le biais des médias. Nous traversons une période où toute pratique révolutionnaire radicale, sans parler de l’idéologie communiste, est remise en question et où l’on tente de confiner presque tout travail révolutionnaire dans des limites légales. En ce sens, nous attachons une grande importance à la communication directe des points de vue de notre parti et des mouvements révolutionnaires au prolétariat international et aux peuples opprimés du monde. C’est pourquoi nous vous remercions encore une fois.

— *Il a été annoncé récemment que votre parti a tenu son II^d Congrès. Naturellement, nous avons des questions sur les résolutions du Congrès et surtout sur les nouvelles décisions prises. Mais tout d’abord, pourriez-vous nous décrire les conditions dans lesquelles votre Congrès s’est réuni ?*

— Je peux aborder cette question sous deux angles. Premièrement, notre II^d Congrès s’est tenu à un moment où les

impérialistes et leurs puissances régionales, en particulier en Europe de l'Est et au Moyen-Orient, étaient engagés dans des conflits, signalant l'approfondissement d'une nouvelle guerre impérialiste de division. Saisissant cette opportunité, les classes dirigeantes en Turquie ont intensifié leur agression fasciste à l'intérieur du pays et au-delà de ses frontières. Cette période a été marquée par une escalade des attaques contre le mouvement révolutionnaire et communiste, avec un accent particulier sur le démantèlement du mouvement de libération nationale kurde. Toutes les organisations qui ont refusé de capituler ou de faire des compromis face au fascisme ont fait l'objet d'une répression sévère, y compris d'assassinats ciblés et d'incarcérations massives. Par conséquent, notre II^d Congrès a été convoqué au milieu d'une période d'intenses campagnes de reddition et d'efforts de liquidation visant ceux qui ont résisté aux politiques fascistes — en particulier les mouvements révolutionnaires et communistes. Deuxièmement, notre Congrès devait initialement se tenir un an plus tôt, dans des conditions normales. Cependant, les tremblements de terre survenus à Maraş le 6 février 2023 ont entraîné le report de notre Congrès. Comme vous le savez, ces tremblements de terre ont eu des effets dévastateurs en Turquie et dans le nord de la Syrie. Dans un processus où des dizaines de milliers de personnes ont été massacrées, des centaines de milliers de personnes ont été blessées et des millions de personnes ont été privées de l'un de leurs droits les plus fondamentaux, le droit à un abri, notre parti a essayé de soutenir de toutes ses forces notre classe ouvrière et nos travailleurs face à ce massacre infligé à notre peuple, et a pris des mesures. Naturellement, cette situation objective a empêché la tenue de notre II^d Congrès à la date prévue. Cependant, comme en toute chose, les deux côtés de la contradiction ont également joué ici. On peut parler de positivité dans la négativité. Le report objectif a involontairement donné à notre parti l'occasion d'engager des

discussions plus approfondies sur les ordres du jour du Congrès, garantissant ainsi une assemblée plus complète et mieux préparée.

— *Suggérez-vous que, malgré la nécessité d'un report, vous avez transformé ce contretemps en avantage ?*

— Précisément. Pour notre parti qui opère dans des conditions fascistes, la prolongation des processus d'organisation comporte des risques pour la sécurité. L'expérience historique de notre parti atteste de cette réalité. C'est surtout dans ces périodes que l'ennemi intensifie son offensive pour empêcher la mise en œuvre réussie de la ligne « unité — lutte — plus grande unité » de notre parti. L'ennemi comprend que pour notre parti, les Congrès et les Conférences sont des moments cruciaux au cours desquels la critique et l'autocritique sont exercées, les lacunes sont évaluées et les mesures à prendre sont planifiées. Par conséquent, nous avons été confrontés à plusieurs reprises à des attaques ennemies intenses au cours de ces processus. De nombreux camarades ont été emprisonnés, et certains — y compris des cadres dirigeants — ont atteint l'immortalité à cause de ces attaques. Cette expérience historique reste profondément ancrée dans la mémoire organisationnelle de notre parti.

En outre, soulignons un point qui n'est généralement pas mis en exergue lorsqu'il s'agit de ces pratiques organisationnelles de notre parti. Les processus de Congrès et de Conférences sont importants pour le TKP-ML, non seulement en termes d'attaques incessantes de l'ennemi contre notre parti, mais aussi en termes de fonctionnement de la démocratie au plus haut niveau en son sein. Le TKP-ML occupe une position distincte et exemplaire à cet égard. C'est l'un des aspects qui rendent le TKP-ML « spécial ». L'une des premières tâches entreprises par notre parti lors de sa I^{re} Conférence, après l'assassinat d'Ibrahim

Kaypakkaya, a été la formulation de la charte du parti. Depuis lors, chaque direction a été évaluée lors de chaque Conférence et Congrès, des résolutions ont été adoptées et la charte du parti a été mise à jour en fonction de l'évolution des besoins de la lutte.

Notre parti reste fidèle à son engagement de pratiquer la démocratie prolétarienne à l'intérieur et de plaider pour la démocratie populaire à l'extérieur. Depuis plus d'un demi-siècle, dans le cadre d'une lutte inflexible contre le fascisme, nous avons non seulement résisté à la répression extérieure, mais aussi veillé à l'application interne de la démocratie prolétarienne dans nos rangs. Il s'agit là d'une caractéristique indispensable qui définit le TKP-ML en tant que tel. C'est pourquoi nos Congrès et Conférences revêtent une importance considérable.

Au cours du processus du II^d Congrès, notre parti a mené des discussions approfondies et organisé des sous-Congrès par l'intermédiaire de notre organe central de discussion, les Unions du parti, en les alignant sur l'ordre du jour préétabli. Les délégués élus lors de ces sous-Congrès se sont ensuite réunis pour l'assemblée principale, concluant ainsi avec succès le II^d Congrès. Nous pensons que le succès de notre Congrès revêt une importance historique pour l'histoire de notre parti, en particulier en ce qui concerne certains ordres du jour. Nous sommes convaincus qu'au fur et à mesure que notre parti traduira ses résolutions en actions dans la lutte des classes, l'importance de ces décisions deviendra de plus en plus évidente.

— Nous pensons qu'il serait utile de clarifier une question qui a suscité une certaine confusion au sein de la communauté internationale. Votre parti existe depuis 53 ans, mais il n'a tenu que deux Congrès. Pourriez-vous nous éclairer à ce sujet ?

— Comme je l'ai souligné précédemment, de nombreuses Conférences convoquées par notre parti ont servi de processus

organisationnels qui, en termes de portée et d'ordre du jour, pourraient être considérés comme équivalents à des Congrès. Lors de ces Conférences, en particulier celles des premières années, notre parti a délibéré et pris des décisions sur un large éventail de questions, allant des discussions idéologiques aux défis organisationnels. Cependant, ces Conférences étaient officiellement désignées comme des Conférences et non comme des Congrès. La raison principale de cette classification réside dans le fait que, pendant une période prolongée, notre parti n'a pas effectué d'analyse complète de la structure économique et sociale de la Turquie, ni formulé de conclusion synthétisée basée sur une telle analyse, ni développé un programme de parti formel. Lors de son I^{er} Congrès, notre parti a formellement articulé son programme. Lors de son II^d Congrès, il a entrepris une analyse approfondie de la structure économique et sociale de la Turquie. Sur la base des résultats de cette analyse, le programme du parti a été révisé et mis à jour en conséquence. À l'avenir, notre parti a l'intention d'organiser des Conférences axées sur des questions thématiques spécifiques.

— ***Quel message aimeriez-vous transmettre au peuple et au public révolutionnaire concernant l'ordre du jour de votre Congrès ?***

— Notre Congrès a analysé la structure économique et sociale de la Turquie et est parvenu à une synthèse complète. Il s'agissait là d'un point essentiel de l'ordre du jour de notre II^d Congrès. Cependant, avant de développer ce point, je dois souligner que la direction centrale du parti a entrepris une évaluation approfondie de ses activités entre le I^{er} et le II^d Congrès. Après avoir examiné le rapport d'activité présenté avant la volonté du Congrès, l'assemblée a identifié à la fois les succès et les lacunes de la direction centrale, et en a tiré des leçons essentielles.

Deuxièmement, un autre point à l'ordre du jour du Congrès était la discussion sur la situation mondiale et nationale. Ce point était particulièrement pertinent étant donné l'intensification des contradictions au sein du système capitaliste impérialiste et le statut semi-colonial de la Turquie. En fait, il était à la fois nécessaire et important de tenir une discussion sur la situation du système capitaliste impérialiste dans un environnement où les contradictions entre les États représentant les monopoles impérialistes se sont exacerbées, évoluant parfois en conflits armés, et où les signes d'une nouvelle guerre impérialiste de division sont devenus plus qu'évidents. D'autre part, pendant et après les jours où nous avons discuté de cet ordre du jour, une série d'événements historiques importants se sont produits dans le monde et dans notre pays. En d'autres termes, nous vivons une conjoncture si particulière que le mot peut être dépassé avant même qu'il ne sorte de notre bouche. Mais bien sûr, tout cela ne change pas nos déterminations et nos analyses concernant l'essence de la question.

Une fois de plus, je peux dire que notre Congrès a analysé l'attaque des classes dirigeantes turques dans un environnement où les développements sur la scène internationale ont directement affecté l'État turc et où les classes dirigeantes turques ont profité de ces développements pour mettre en œuvre une nouvelle politique d'attaque économique sous le nom de « Programme à moyen terme » contre la classe ouvrière et le peuple travailleur. Il est crucial d'examiner à la fois les causes profondes et les conséquences de l'agression militariste de l'État turc, qui fonctionne comme une semi-colonie au sein de l'ordre capitaliste et impérialiste au sens large et reste un élément clé de l'OTAN, l'appareil d'agression militaire de l'impérialisme européen, en particulier de l'impérialisme américain. Cette agression s'est manifestée de la manière la plus aiguë dans notre région, en

particulier au Moyen-Orient, où l'État turc a fait progresser ses ambitions militaires agressives en s'alignant directement sur les objectifs stratégiques des puissances impérialistes.

Dans des conditions où l'agression fasciste de l'État turc contre notre peuple de nations turques et kurdes, de diverses nationalités et croyances, s'est accrue ; Dans un environnement où cette agression a été mise en pratique non seulement à l'intérieur des frontières mais aussi à l'extérieur, où un soutien militaire actif a été apporté à l'Azerbaïdjan avec Israël dans l'occupation du Haut-Karabakh, ainsi que l'agression militaire fasciste contre les acquis de la nation kurde dans le Kurdistan irakien, en particulier dans le nord de la Syrie, il était extrêmement important de mettre en avant une ligne révolutionnaire contre cette agression fasciste en se concentrant sur les raisons de cette politique régionale d'occupation et d'annexion de l'État turc.

Cette agression de l'État turc contre notre peuple à l'intérieur et contre les peuples de la région à l'extérieur est ancrée dans les mêmes fondements économiques et politiques. Depuis sa création, le fascisme turc a fonctionné comme une semi-colonie de l'impérialisme, et il cherche maintenant à tirer ses propres avantages de la crise de l'impérialisme capitaliste et de l'escalade des luttes de marché entre les monopoles impérialistes. À ce stade, sous la direction de l'alliance fasciste AKP-MHP, le fascisme turc vise à consolider le « front intérieur » et à renforcer ses positions, en particulier au Moyen-Orient, dans un effort pour fortifier son hégémonie. Pour ce faire, il utilise la terreur fasciste contre toutes les contradictions, principalement la question kurde.

Dans sa tentative de renforcer le « front intérieur » et de faire porter le fardeau de la crise économique à la classe ouvrière et aux masses laborieuses, le fascisme turc a installé « Mehmet l'Anglais » à la tête de l'économie, agissant de fait en tant que

mandataire du capital financier impérialiste. Sous le prétexte du « Programme à moyen terme », une politique est mise en œuvre qui appauvrira davantage la classe ouvrière et les masses laborieuses tout en exacerbant le chômage.

Pour les classes dirigeantes turques, le succès de ce programme est intrinsèquement lié à la répression brutale de toutes les revendications démocratiques et progressistes formulées par la classe ouvrière et les masses en général. Les aspirations démocratiques des diverses nationalités opprimées, en particulier la nation kurde, ainsi que celles des communautés religieuses marginalisées, notamment la population alévie, font l'objet d'une répression fasciste implacable. Dans les provinces du Kurdistan, la nomination d'administrateurs imposés par l'État dans les administrations municipales a une fois de plus annulé l'existence même nominale du « droit de voter et d'être élu », supprimant de fait toute prétention à la participation démocratique.

Les revendications et les luttes des femmes et des personnes LGBTI+, dont le droit à la vie a été systématiquement érodé sous le régime AKP-MHP, font l'objet d'une répression brutale de la part de l'État. Pendant ce temps, la paysannerie, privée d'une juste compensation pour son travail et luttant pour maintenir ses moyens de subsistance, est descendue dans la rue pour protester. Cependant, l'État facilite le pillage de leurs terres en cédant des espaces agricoles et de vie vitaux à des monopoles miniers internationaux, aggravant ainsi la destruction de la nature et de l'environnement au nom du profit capitaliste. Alors que la répression fasciste s'intensifie, toute une génération de jeunes se retrouve sans aucune perspective d'avenir.

Suite aux politiques expansionnistes et agressives du gouvernement AKP-MHP au-delà de ses frontières, notamment dans la guerre syrienne, des millions de migrants ont été

positionnés comme une source de main-d'œuvre bon marché pour le capitalisme turc. Les migrants, en particulier les Syriens, ont été instrumentalisés pour alimenter le racisme et le chauvinisme, exacerbant ainsi les divisions sociales.

Alors que les contradictions s'aiguisent et que la lutte des classes s'intensifie dans notre région, l'offensive fasciste tous azimuts contre la classe ouvrière et le peuple continue de s'intensifier, en particulier dans des conditions où les relations entre le mouvement révolutionnaire non systémique, en particulier notre parti, et les masses se sont affaiblies. La situation révolutionnaire ne cesse de mûrir.

Dans ces circonstances, notre parti a convoqué son II^d Congrès, au cours duquel il a évalué la situation des classes dirigeantes, tant au niveau international que dans notre région, et a délibéré sur l'orientation à donner à notre parti au cours de la période à venir.

Outre son ordre du jour très chargé, notre Congrès a engagé une discussion sur la nature et la voie de la révolution en Turquie, en se basant sur une analyse de la structure économique et sociale du pays. Plusieurs décisions ont été prises à cet égard et, à la suite de ces discussions, des révisions importantes ont été apportées au programme du parti. En outre, notre Congrès a examiné et ratifié les décisions de la Conférence européenne et de la Conférence de la TIKKO. Il a également délibéré et adopté officiellement le programme et les statuts de notre Union communiste des femmes, la KKB, tels qu'ils ont été déterminés lors de son I^{er} Congrès.

En outre, notre parti a également discuté de diverses questions d'organisation.

En résumé, voici comment je peux présenter l'ordre du jour principal de notre Congrès.

« Au cœur de la rivalité entre impérialistes se trouve la réalité de la domination des marchés ! »

— Il est évident que l'ordre du jour de votre II^d Congrès était très chargé. Dans ce contexte, je voudrais me concentrer en particulier sur l'analyse de votre parti concernant le danger d'une nouvelle guerre impérialiste de division, que vous avez également mentionnée. Quel est le point de vue de votre parti sur cette question ?

— Notre parti a engagé une discussion approfondie sur cet ordre du jour et a conclu que les développements mondiaux deviennent de plus en plus complexes et conflictuels, et que les contradictions entre les oppresseurs et les opprimés s'aggravent. La résolution détaillée de notre Congrès sur cette question sera communiquée séparément au public. Toutefois, je peux répondre brièvement comme suit :

Il est évident que les stratégies militaires, politiques, économiques et sociales utilisées par les impérialistes et leurs collaborateurs pour réprimer les luttes justes et légitimes des peuples du monde et des nations opprimées ne produiront pas les résultats escomptés, que ce soit à court ou à long terme. En effet, les crises cycliques du capitalisme impérialiste, qui ne font que s'aggraver avec le temps, créent une base objective pour l'intensification de la lutte des classes.

Aujourd'hui, une classe extrêmement restreinte d'individus ultra-riches, qui se comptent par centaines, contrôle une grande partie de la richesse mondiale. À chaque crise, cette minorité parasitaire accumule toujours plus de richesses, tandis que le pouvoir d'achat des travailleurs et des ouvriers ne cesse de diminuer. Dans un monde où le fossé entre exploités et exploités s'élargit de façon dramatique, le slogan « Pas de pain, pas de paix » devient

inévitablement une réalité urgente et concrète. Les conflits régionaux et les mouvements de masse spontanés qui émergent sur les différents continents sont les conséquences directes de cette réalité objective.

À ce stade, le système impérialiste-capitaliste s'est fracturé en deux blocs dominants. D'un côté, les forces impérialistes des États-Unis, de la Grande-Bretagne et des puissances européennes ; de l'autre, les régimes impérialistes de la Chine et de la Russie. Depuis le passage du capitalisme au stade impérialiste, le seul changement réel dans cette confrontation a été le changement de position des bouchers impérialistes. Pour ces puissances prédatrices, la lutte pour le partage des marchés se poursuit sans relâche et, dans la poursuite de leurs intérêts rapaces, elles font couler le sang dans toutes les régions du monde, notamment en Asie et en Afrique, plongeant le prolétariat international et les masses opprimées dans un état de pauvreté et de misère encore plus profond.

La lutte pour le contrôle des marchés est à la base de la rivalité inter-impérialiste. Ainsi, la contradiction et le conflit restent inhérents et perpétuels dans les relations entre les puissances impérialistes. Bien sûr, dans le cadre de la formation de blocs, des compromis et des alliances temporaires sont parfois établis entre certaines forces impérialistes. De nombreuses coalitions économiques et militaires forgées par les impérialistes américains et européens au XX^e siècle contre l'Union soviétique, ou plus largement le camp socialiste, existent encore aujourd'hui. Malgré la trahison des révisionnistes modernes et la désintégration du camp socialiste qui en a résulté, des institutions telles que le FMI et la Banque mondiale continuent de dicter la politique économique, tandis que l'OTAN reste l'instrument militaire central de l'agression impérialiste. Bien que l'impérialisme américain ait connu un déclin relatif de sa domination

hégémonique, il continue à jouer le rôle principal au sein de ce bloc impérialiste, en maintenant une alliance étroite avec la Grande-Bretagne.

En réponse à la formation de l'Organisation de coopération de Shanghai, dirigée par les impérialistes russes et chinois, de nouvelles alliances militaires et économiques voient le jour sur différents continents. Les États-Unis, en particulier, ont pris toutes les mesures possibles pour limiter l'influence croissante de la Chine dans la région Asie-Pacifique. Le « partenariat trilatéral » établi avec le Japon et la Corée du Sud est une manifestation directe de cette stratégie. De même, tous les efforts visant à étendre l'OTAN, machine de guerre de l'impérialisme, s'alignent sur cet objectif.

Le monde est rapidement entraîné vers une guerre impérialiste de redivision. Les gouvernements restructurent leurs affaires intérieures en conséquence, en nommant les personnalités les plus réactionnaires, racistes, fascistes et militaristes aux postes de ministres des affaires étrangères, de la « défense », de l'intérieur et de la justice, de porte-parole et d'autres fonctionnaires clés. Les droits et libertés démocratiques des travailleurs et des ouvriers sont systématiquement supprimés et des lois fascistes oppressives sont promulguées. Les usines d'armement fonctionnent à plein régime, avec une production accrue d'avions de chasse, de missiles, de drones, de chars, d'artillerie, de munitions et d'explosifs. Les forces militaires, les équipements et les stocks sont repositionnés dans des régions stratégiques, et l'OTAN poursuit son expansion en multipliant les exercices conjoints.

Les politiques économiques sont également façonnées en fonction des préparatifs de guerre, avec la création de ministères dédiés à la guerre. Le nationalisme, le racisme et l'hostilité envers

les migrants et les étrangers sont systématiquement attisés, ce qui rend l'accès aux services essentiels de plus en plus difficile pour les migrants. Certains sont menacés d'expulsion ou de réinstallation forcée dans des pays tiers, en particulier en Afrique. Dans le même temps, la répression contre les mouvements progressistes, révolutionnaires, socialistes et communistes s'intensifie.

Le développement inégal et en crise des économies impérialistes, la concentration du capital, la surproduction et la volonté de contrôler de nouveaux marchés, de nouvelles ressources énergétiques et de nouvelles routes commerciales accentuent les contradictions inter-impérialistes et accélèrent la marche vers une nouvelle guerre de scission.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre en cours entre les impérialistes américains, britanniques et européens, d'une part, et les impérialistes russes et chinois, d'autre part, sont des exemples concrets de ce processus en cours. De même, les conflits au Moyen-Orient et dans le Caucase représentent les premières batailles dans cette lutte pour la redivision du marché. Derrière chaque intervention impérialiste se cache le même objectif fondamental : étendre leurs sphères d'influence et échapper aux crises dans lesquelles ils sont englués. La guerre, dans sa définition la plus simple, est synonyme de militarisation accrue. Les actes d'agression d'Israël et les occupations et conflits créés en Syrie, en Ukraine et dans d'autres régions ont non seulement alimenté une course aux armements dans ces pays, mais ont également renforcé la dépendance militaire dans toute la région. Cette dépendance, à son tour, a exacerbé la dévastation économique, forcé des déplacements massifs et intensifié la décadence morale, culturelle et idéologique.

À chaque étape de l'histoire, le principe dominant des relations inter-impérialistes a été la concurrence, dictée par les intérêts des monopoles. Alors que certains États impérialistes perdent du terrain et de l'hégémonie, d'autres gagnent en importance économique et militaire. Aujourd'hui, le monde est à nouveau témoin d'une telle transition. Malgré tous les efforts de l'impérialisme américain et de ses alliés, l'influence impérialiste de la Chine sur les marchés mondiaux ne cesse de croître.

Pourtant, malgré ces développements et ces changements quantitatifs, nous restons dans l'ère de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. Les occupations, les conflits et les changements d'alliances induits par la rivalité inter-impérialiste se déroulent exactement comme l'a décrit Lénine, comme le résultat inévitable des luttes de redivision capitaliste.

Les contradictions croissantes entre les monopoles impérialistes ont donné naissance à de nouvelles alliances et formations de blocs, intensifiant la concurrence inter-impérialiste. Alors que dans certaines régions, ces conflits se manifestent sous la forme de « guerres par procuration », comme en Ukraine, dans d'autres, ils dégénèrent en confrontations militaires directes.

L'escalade des contradictions inter-impérialistes comporte intrinsèquement le risque d'une guerre impérialiste de redivision à grande échelle. Si l'équilibre actuel des forces et la dynamique concurrentielle entre les monopoles impérialistes ont jusqu'à présent empêché un conflit mondial, la crise actuelle du capitalisme, exacerbée par la baisse des taux de profit et l'intensification des luttes pour les marchés, crée les conditions d'une troisième guerre mondiale. À cet égard, l'éventualité d'une telle guerre reste très probable.

Dans ce contexte, notre II^d Congrès a procédé aux évaluations suivantes de la situation internationale et de son évolution :

- a. La crise économique mondiale continue de s'aggraver. Bien que des tentatives aient été faites pour gérer la crise qui a commencé en 2008, le système impérialiste n'a pas réussi à surmonter ses turbulences économiques. La lutte pour la redivision des marchés s'intensifie. La concurrence entre les États capitalistes-impérialistes pour la domination et la suprématie persiste avec toute son intensité.
- b. L'alignement des blocs impérialistes s'est accentué. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne forment un bloc, tandis que le social-impérialisme chinois et l'impérialisme russe constituent l'autre.
- c. Incapables de résoudre les crises en cours, les États impérialistes ont accéléré leurs efforts pour les résoudre par la guerre. La menace d'une guerre impérialiste de redivision s'accroît. Chaque année, les puissances impérialistes consacrent davantage de ressources à la militarisation et aux préparatifs de guerre. La montée des partis fascistes, l'escalade du racisme, l'hostilité croissante à l'égard des migrants et des étrangers, l'érosion des droits démocratiques et sociaux et la promulgation de lois antidémocratiques successives doivent tous être compris comme des préparatifs à une nouvelle guerre de redivision.
- d. Les récents développements dans le monde et au Moyen-Orient ont clairement montré que les principaux instigateurs de la guerre sont les impérialistes américains et britanniques.
- e. Face à l'escalade des guerres impérialistes, la formation de fronts anti-impérialistes à l'échelle mondiale et continentale est devenue un programme essentiel pour les

communistes, les révolutionnaires et toutes les forces opposées à la guerre.

En conclusion, à la lumière de ces développements, nous définissons les contradictions primaires au niveau international comme suit :

- a. La contradiction entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés.
- b. La contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat au sein des pays impérialistes.
- c. La contradiction entre les États impérialistes eux-mêmes.
- d. La contradiction fondamentale de l'ordre mondial est celle entre le travail et le capital. Cette contradiction détermine le principal conflit mondial, qui est la lutte entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés. Au sein des États capitalistes et impérialistes, cependant, la contradiction principale demeure entre le prolétariat et la bourgeoisie.

— ***Quels sont les effets concrets de l'aggravation des contradictions inter-impérialistes sur votre région ?***

La région dans laquelle notre parti mène sa lutte est soumise depuis plus d'un siècle à la politique impérialiste « diviser, régner, affaiblir », politique qu'ils entendent perpétuer. Le Moyen-Orient, en raison de sa position stratégique et de ses vastes ressources énergétiques, est depuis longtemps au centre des rivalités inter-impérialistes.

Après avoir été sous domination ottomane pendant des siècles, la région est devenue un champ de bataille pour l'impérialisme européen après l'effondrement de l'empire. Les impérialistes

britanniques et français ont pris le contrôle de la région, la Grande-Bretagne occupant la Palestine, l'Irak et la Jordanie, tandis que la France s'emparait du Liban et de la Syrie. Dans la région du Golfe et en Égypte, les impérialistes britanniques affirment leur domination. Ils commencent par fragmenter la population en petits États dépendants. Puis, par l'intermédiaire de « rois », de « cheikhs », d'« émirs » et de « princes » — des despotes locaux parés de titres propres à la région — ils ont assuré la défense continue des intérêts impérialistes. Toutes ces politiques contre-révolutionnaires ont été orchestrées dans le cadre de la stratégie « diviser pour régner ». Les divisions ethniques, religieuses, sectaires et même tribales ont été délibérément attisées, transformant les communautés en factions guerrières toujours au bord de la violence. Les premiers à souffrir de ces politiques ont été les peuples non arabes, qui ont été systématiquement opprimés. De même, la patrie kurde a été divisée en quatre États distincts par les impérialistes et leurs alliés réactionnaires régionaux. L'énorme réseau de problèmes créés à l'aube du siècle dernier par les puissances impérialistes et les réactionnaires locaux n'a fait que se complexifier à l'époque actuelle.

C'est ce même système impérialiste-capitaliste, animé par la recherche incessante du profit et perpétuant des idéologies fascistes et racistes, qui est responsable de la dépossession du peuple palestinien, de la division du Kurdistan et de la dévastation de l'Irak, de l'Afghanistan, de la Syrie et de la Libye par le biais de l'occupation et des conflits internes. Ce système a contraint des centaines de milliers de personnes à l'exil et a déplacé des populations entières. Depuis plus d'un siècle, l'exploitation et l'oppression impérialistes — menées par l'intermédiaire de leurs régimes fantoches — ont entraîné une aggravation de la pauvreté, de la destruction et des guerres sans

fin. Cependant, partout où il y a oppression, il y a aussi résistance. L'histoire est remplie de luttes héroïques de peuples et de nations opprimés. La lutte du peuple palestinien contre le sionisme israélien et la lutte de la nation kurde contre les États fascistes et réactionnaires qui la gouvernent ont été une source d'espoir pour d'autres peuples opprimés de la région, y compris les communautés religieuses et sectaires persécutées.

Comme je l'ai mentionné précédemment, le Moyen-Orient a toujours été l'une des régions les plus conflictuelles de la planète. Les contradictions et les conflits internes ont toujours rendu la région vulnérable aux interventions étrangères. En particulier, les conflits religieux et sectaires ont non seulement entravé le progrès social, mais ont également exposé la région à des agressions extérieures. Cette réalité objective a favorisé une culture de décadence sociale, de collaborationnisme et de soumission, faisant de l'obéissance un mode de vie. La religion a joué un rôle important dans ce processus, le fanatisme religieux constituant un obstacle majeur à toute forme de développement progressif.

Pour les révolutionnaires et les socialistes opérant dans une région où les contradictions nationales, religieuses et sectaires sont profondément enracinées, la tâche fondamentale consiste à forger la lutte unie et la solidarité de classe des peuples opprimés. Cela exige une position ferme et claire contre les récits idéologiques trompeurs tels que « la fraternité des religions » ou « l'Islam est une religion de paix », qui n'ont aucun fondement réel dans la réalité sociale. Le même principe s'applique à tous les autres groupes religieux et confessionnels de la région.

Au Moyen-Orient, les questions palestinienne et kurde persistent, comme par le passé. L'État sioniste d'Israël reste largement inacceptable par les peuples de la région. Toutefois, son plus proche

allié dans la région est l'État turc. Comme l'ont montré les attaques contre le peuple arménien dans l'Artsakh, la Turquie s'est alignée sur le régime fasciste de l'Azerbaïdjan et sur l'État sioniste d'Israël. L'État israélien, qui fournit à l'Azerbaïdjan des milliards de dollars en armement et lui dispense une formation militaire, a joué un rôle clé dans ces offensives. Alors que les classes dirigeantes turques prétendent être solidaires de la cause palestinienne, elles coopèrent simultanément avec le sionisme pour perpétrer des crimes contre le peuple arménien.

Contrairement à certaines affirmations, la servitude de la Turquie à l'égard des États-Unis et sa complicité avec Israël n'ont pas subi de ruptures significatives. En outre, la soi-disant « amitié Poutine-Erdoğan » n'est pas fondée sur un sentiment anti-américain, mais plutôt sur une relation de concessions mutuelles et de dépendance.

L'embarco économique étendu et multidimensionnel imposé à la Russie par les États-Unis et les puissances impérialistes occidentales a eu de graves conséquences économiques. En réponse, les classes dirigeantes russes ont cherché à contourner cette stratégie d'encerclement en s'appuyant sur l'Azerbaïdjan et la Turquie. Cela explique pourquoi les élites russes ont toléré le soutien indirect de la Turquie au gouvernement de Zelensky en Ukraine et son soutien ouvert aux groupes djihadistes en Syrie.

Cependant, la Russie, la Chine et l'Iran ne sont pas restés passifs. Sur le plan économique, la Chine continue d'étendre son influence dans la région. L'Iran, quant à lui, a renforcé sa position par le biais de diverses milices chiites, organisées sous différents noms, qui ont joué un rôle actif dans les conflits en Syrie, en Irak et dans d'autres pays, dans le cadre de ce que l'on appelle « l'axe de la résistance ». Cependant, à la suite de l'opération du *déluge d'Al-Aqsa* menée par la résistance nationale palestinienne, l'Israël

sioniste, soutenu par les impérialismes américain et britannique, a lancé une contre-offensive massive. Gaza a été la première cible, suivie par des attaques contre le Hezbollah au Liban. Après l'escalade des hostilités entre Israël et l'Iran, des groupes djihadistes se sont installés au pouvoir en Syrie, diminuant l'influence russe et iranienne tout en renforçant les positions de l'OTAN et d'Israël dans la région.

La Turquie a également joué un rôle crucial dans cette transformation. L'État turc a ouvertement soutenu les factions djihadistes, facilitant l'effondrement du gouvernement syrien baasiste, l'un des principaux adversaires régionaux d'Israël. Ce faisant, la Turquie a effectivement préservé la sécurité d'Israël, qui fonctionne comme l'avant-poste impérialiste des puissances occidentales dans la région. Au-delà de son adhésion à l'OTAN, la principale motivation de la Turquie pour jouer ce rôle était la menace perçue des avancées nationales kurdes, qu'elle considère comme un danger direct pour son intégrité territoriale. La perspective de l'autodétermination kurde exacerbe la crainte de fragmentation de la Turquie.

En outre, la question de l'Artsakh reste une préoccupation géopolitique majeure. Les classes dirigeantes de la Turquie et de l'Azerbaïdjan ont désormais les yeux rivés sur le corridor de Zangezour, un projet qui pourrait avoir un impact significatif sur la dynamique des pouvoirs régionaux. La réalisation de ce corridor couperait la connexion terrestre de l'Arménie avec l'Iran, ce qui créerait des tensions avec Téhéran. En approuvant tacitement l'occupation de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan, les classes dirigeantes russes ont contribué au déplacement forcé du peuple arménien, un acte qui perpétue l'héritage du génocide arménien de 1915.

Ces développements sont également susceptibles de tendre davantage les relations entre l'Arménie et la Russie, une situation que l'impérialisme américain cherche à exploiter. La réaction discrète des puissances impérialistes occidentales à l'occupation de l'Artsakh démontre leurs priorités. Leur préoccupation n'est pas le sort du peuple arménien, mais plutôt de s'assurer un accès au pétrole et au gaz azerbaïdjanais. Pour se débarrasser de leur dépendance à l'égard de l'énergie russe, les puissances occidentales sont prêtes à fermer les yeux sur un nouveau crime historique commis contre des nations opprimées. Il n'est donc pas surprenant que leurs représentants, Aliyev et Erdogan, serrent leurs mains tachées de sang.

— Israël a répondu à l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* » lancée par la Résistance nationale palestinienne le 7 octobre 2023 par des attaques génocidaires contre le peuple palestinien, suivies de frappes militaires contre le Hezbollah libanais. L'escalade des hostilités, en particulier les frappes réciproques entre Israël et l'Iran, a alimenté des spéculations croissantes sur le risque d'une guerre régionale plus large. Quelle est votre évaluation de cette situation ?

L'État sioniste d'Israël, établi en tant qu'avant-poste impérialiste au Moyen-Orient, reste une menace directe non seulement pour le peuple palestinien, mais aussi pour toutes les nations opprimées de la région. Fondé artificiellement sur la terre palestinienne, Israël fonctionne comme le bastion militaire des intérêts impérialistes, étendant son occupation coloniale et ses politiques d'annexion avec une agressivité croissante. Outre les territoires dont il s'est emparé au cours de guerres avec des régimes arabes réactionnaires, Israël poursuit sa politique de nettoyage ethnique en désignant des terres palestiniennes comme « zones de peuplement » et en recourant aux massacres, à la répression et

aux incarcérations de masse pour déplacer les Palestiniens par la force.

Actuellement, l'État sioniste annexe méthodiquement la Cisjordanie, où il construit des colonies juives illégales, effaçant progressivement la souveraineté palestinienne. Dans le même temps, il poursuit son emprise sur les 2,5 millions de Palestiniens de la bande de Gaza, transformant la région en une prison à ciel ouvert soumise à un blocus total, déchaînant périodiquement la terreur militaire contre sa population.

En réponse à ces agressions de longue date, la Résistance nationale palestinienne a lancé l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* » le 7 octobre 2023. L'opération a été menée principalement par le Hamas, avec la participation d'organisations révolutionnaires telles que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), entre autres. L'attaque coordonnée a visé les zones occupées d'Israël, entraînant la mort et la capture de centaines de soldats sionistes, ainsi que des pertes parmi les colons des colonies illégales.

Cette offensive a brisé l'illusion de la supériorité militaire absolue d'Israël, provoquant une crise profonde au sein de l'élite dirigeante sioniste et de ses sponsors impérialistes occidentaux. La réaction ne s'est pas fait attendre : Israël a lancé un assaut sans précédent sur Gaza, menant des attaques aériennes et terrestres aveugles, tuant des dizaines de milliers de Palestiniens, en blessant d'innombrables autres et déplaçant de force des centaines de milliers d'entre eux.

Le soutien inconditionnel qu'Israël reçoit de l'impérialisme américain et des puissances impérialistes occidentales a permis son assaut génocidaire contre le peuple palestinien à Gaza. Alors

que les États capitalistes impérialistes et les régimes arabes réactionnaires continuent de soutenir ouvertement ou secrètement Israël — principalement par le biais de liens commerciaux et diplomatiques — les peuples du monde entier se sont solidarisés avec la Palestine. Partout dans le monde, des métropoles impérialistes aux pays du Sud, des millions de personnes sont descendues dans la rue pour dénoncer les massacres perpétrés par Israël et exiger qu'il soit mis fin à ses crimes.

L'opération du 7 octobre et les massacres perpétrés ensuite par Israël ont une fois de plus placé la résistance nationale palestinienne au centre de la politique régionale et mondiale. Cependant, la domination des forces islamistes, orientées vers la charia, comme le Hamas, reste une faiblesse critique de cette résistance. Les machines de propagande sionistes et impérialistes ont exploité cette réalité pour justifier la brutale punition collective infligée par Israël au peuple palestinien sous le prétexte de la « légitime défense ».

La position idéologique du Hamas et du Djihad islamique, ainsi que leurs liens avec des États réactionnaires régionaux, ne diminuent pas la légitimité de la résistance nationale palestinienne. La lutte du peuple palestinien, en tant que nation opprimée et colonisée, est à la fois juste et tout à fait légitime. Toutefois, si cette résistance reste uniquement définie par le fondamentalisme religieux, elle finira par aliéner des pans importants de la société palestinienne, y compris les chrétiens et d'autres minorités religieuses, affaiblissant ainsi le mouvement plus large de libération nationale.

Pour que la résistance nationale palestinienne réussisse, elle doit s'appuyer sur sa propre force tout en manœuvrant habilement dans les contradictions des forces impérialistes et réactionnaires régionales, sans devenir un simple instrument de leurs intérêts

géopolitiques. Actuellement, il existe un réel danger que la résistance palestinienne, sous la direction du Hamas, soit subordonnée à la stratégie de l'« axe de la résistance » du régime théocratique iranien, qui sert principalement à protéger le pouvoir réactionnaire de l'Iran plutôt qu'à faire avancer la lutte révolutionnaire.

La position de l'Iran à l'égard de la résistance palestinienne est entièrement dictée par le pragmatisme. Téhéran soutient les forces palestiniennes non pas par solidarité authentique, mais parce que sa propre doctrine de sécurité régionale s'articule autour de la lutte contre l'impérialisme américain et le sionisme. Le régime religieux iranien est parfaitement conscient qu'il reste une cible stratégique clé de l'impérialisme américain. C'est pourquoi il cherche à détourner de manière préventive les attaques potentielles en maintenant des forces supplétives au-delà de ses frontières.

Il ne fait aucun doute que l'Iran est une cible à long terme pour l'impérialisme américain dans la région. Cependant, Washington et ses alliés n'ont pas encore lancé d'attaque directe contre l'Iran parce qu'ils le perçoivent comme une « grande proie » qui nécessite une préparation minutieuse. Comme on l'a vu en Syrie, les puissances impérialistes américaines et occidentales n'hésiteront pas à frapper si et quand les conditions le permettront. Le régime iranien est bien conscient de cette réalité, c'est pourquoi il cherche agressivement à se doter de capacités nucléaires tout en renforçant ses liens économiques et militaires avec la Russie et la Chine.

Les accords économiques de l'Iran avec le bloc social-impérialiste chinois sont un reflet direct de la rivalité impérialiste plus large qui s'est intensifiée au Moyen-Orient ces dernières années. L'influence économique et politique croissante de la

Chine dans la région est illustrée par l'expansion des BRICS qui, à partir du 22 août 2023, accueilleront l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie en tant que nouveaux membres, signe d'un alignement croissant des puissances régionales qui s'éloignent de l'hégémonie américaine.

Le Caucase et le Moyen-Orient continueront à être des champs de bataille dans la lutte impérialiste pour la domination dans les années à venir. Les manœuvres stratégiques des puissances impérialistes mondiales dans ces régions indiquent que de nouvelles guerres et de nouveaux conflits sont non seulement possibles, mais très probables, à mesure que les contradictions inter-impérialistes s'exacerbent.

« Des vestiges féodaux subsistent, mais le capitalisme est devenu dominant ! »

— Dans l'annonce de votre Congrès, vous avez déclaré qu'une analyse de la structure économique et sociale de la Turquie avait été réalisée. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

— Oui, vous avez abordé un point très important de l'ordre du jour. Notre parti présentera progressivement au public ses conclusions sur la structure économique et sociale de la Turquie. En réponse à votre question, je peux résumer brièvement comme suit :

L'analyse de la structure socio-économique est fondamentale pour déterminer la stratégie et les formes tactiques de la lutte pour une révolution dans n'importe quel pays. Il faut reconnaître que notre parti n'a pas été à la hauteur dans ce domaine. Cependant, cette lacune ne provient pas d'une déficience théorique mais plutôt d'une incapacité à saisir l'importance critique d'une analyse de la structure économique et sociale. C'est pourquoi, après le martyr du camarade İbrahim

Kaypakkaya, notre parti ne s'est pas engagé dans des discussions de fond sur la réalité socio-économique de la Turquie pendant une longue période.

Bien que des préparatifs importants aient été faits pour le I^{er} Congrès après la I^{re} Conférence du parti en 1978, le Congrès n'a finalement pas eu lieu en raison de la mauvaise gestion du processus par le comité central. Le coup d'État militaire fasciste de 1980 a encore perturbé ces efforts et, pendant une période prolongée, le parti n'a pas été en mesure de résoudre ses problèmes fondamentaux.

Pour tous les partis communistes opérant dans leurs pays respectifs, la première et principale tâche a été d'analyser la structure socio-économique de la nation. Lénine a jeté les bases de la révolution russe en analysant les conditions économiques du pays et en définissant la nature et la voie de la révolution. De même, Mao a examiné la structure économique et politique de la Chine et a défini les étapes et la trajectoire de la révolution.

Le camarade Kaypakkaya, lorsqu'il a fondé notre parti, a effectué une analyse politique et économique complète de la Turquie, définissant la première phase de la révolution comme étant la révolution démocratique populaire et déterminant son chemin comme étant la guerre populaire. Il a également effectué une analyse de classe, identifiant les ennemis et les alliés de la révolution sur la base de cette évaluation.

Dans toute analyse des structures socio-économiques, le critère principal est de comprendre comment l'exploitation est réalisée. En d'autres termes, il est essentiel de déterminer la forme d'exploitation prédominante au sein d'une formation sociale donnée. Une fois cela établi, la relation entre les classes dominantes et les classes opprimées peut être définie et analysée. Par conséquent, saisir la relation entre les producteurs directs et

ceux qui contrôlent les moyens de production est essentiel pour comprendre la base fondamentale sur laquelle repose la structure économique et sociale.

Ce constat est bien connu, mais il mérite d'être rappelé : Dans les sociétés de classe fondées sur la propriété privée, l'exploitation a pris diverses formes. Dans les sociétés esclavagistes, les propriétaires d'esclaves subvenaient à leurs besoins en exploitant le travail des esclaves. Dans les sociétés féodales, les seigneurs féodaux extrayaient le surplus de travail des serfs. Avec l'effondrement du féodalisme et l'avènement de la société bourgeoise moderne, l'exploitation a persisté sous une nouvelle forme.

Le mode de production capitaliste, qui a remplacé la production féodale, repose sur l'exploitation des travailleurs salariés par les capitalistes. Pour bien comprendre la production capitaliste, il faut d'abord reconnaître que le capitalisme est fondamentalement basé sur la production de marchandises. Dans la société capitaliste, le fondement des relations de production est l'exploitation des travailleurs salariés.

Le précurseur de la formation sociale de la Turquie, l'Empire ottoman, était une société féodale administrée de manière centralisée, où la production était essentiellement basée sur la terre. Bien que l'empire ait accumulé un certain niveau de capital grâce à l'expansion territoriale et au pillage, il n'a jamais connu de révolution bourgeoise. Au début du XIX^e siècle, l'État ottoman est tombé sous le contrôle des nations capitalistes dominantes de l'époque, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, devenant ainsi une semi-colonie. Cet asservissement extérieur, combiné à l'incapacité de la bourgeoisie locale à démanteler les structures féodales, a empêché une révolution industrielle de se produire. Bien que le capitalisme ait

commencé à s'infiltrer dans la société ottomane, son développement est resté faible et essentiellement axé sur la consommation.

Au cours des XV^e et XVI^e siècles, l'Empire ottoman a maintenu une économie commerciale relativement développée et les premières manifestations du capital manufacturier ont commencé à émerger au sein de la production urbaine à petite échelle. Sans l'exploitation coloniale des capitaux étrangers et le pillage ultérieur de l'empire par les puissances impérialistes, il est possible que le capitalisme se soit développé à l'intérieur de l'empire à travers ses propres contradictions. Au XVI^e siècle, le capitalisme commercial européen avait déjà intégré l'Empire ottoman dans ses marchés. Les marchandises britanniques et françaises inondent les terres ottomanes, propageant l'économie monétaire des régions côtières vers l'intérieur. Le paiement de ces marchandises importées s'effectue en grande partie en métaux précieux, ce qui épuise rapidement le trésor de l'empire. Cependant, au lieu de diminuer, la consommation de biens étrangers continue d'augmenter. Cette situation a non seulement entraîné une augmentation de la dette extérieure, mais a également renforcé l'influence des banquiers étrangers et des usuriers locaux, qui ont profité de l'effondrement financier de l'empire. Entre-temps, afin de compenser son déclin économique, l'État ottoman a intensifié l'extraction des surplus de la paysannerie.

Cependant, les relations de production féodales étaient intrinsèquement incapables d'accroître la production. Les économies féodales étant basées sur la production de subsistance, l'intensification de l'exploitation sans modification de la structure de production fondamentale a finalement conduit à l'effondrement du système Timar, l'épine dorsale de l'ordre féodal ottoman.

La République de Turquie est établie sur les vestiges de l'Empire ottoman. Lors de la conférence de Lausanne, le statut semi-colonial de la Turquie a été officiellement reconnu par les puissances impérialistes. En échange, l'État turc nouvellement formé est autorisé à annexer une partie des territoires kurdes divisés.

Lorsque la République est officiellement proclamée le 29 octobre 1923, l'économie turque reste semi-féodale et semi-coloniale. Le Congrès économique d'Izmir de 1923 a officialisé ce statut, cimentant la dépendance du pays à l'égard de l'impérialisme. Une faible bourgeoisie compradore et de grands propriétaires terriens, soutenus par les ressources de l'État, ont commencé à étendre leur pouvoir économique sous le régime kémaliste. En raison du manque de puissance économique de la bourgeoisie, l'accumulation du capital dépendait fortement de l'intervention de l'État.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique (PD), les liens économiques et politiques de la Turquie avec les États-Unis se sont renforcés et les barrières à l'entrée des capitaux étrangers ont été systématiquement démantelées. Cette période a vu la consolidation de l'hégémonie impérialiste par le renforcement des liens entre les monopoles transnationaux et la bourgeoisie compradore. La doctrine Truman et le plan Marshall ont facilité l'élimination des obstacles bureaucratiques aux investissements étrangers. En 1954, le PD a adopté la loi sur l'encouragement des capitaux étrangers, qui accordait aux monopoles étrangers un accès illimité aux investissements et au commerce, plaçant ainsi l'économie nationale sous le contrôle de l'impérialisme. D'autres politiques, telles que la loi sur le pétrole, ont ouvert les ressources énergétiques de la Turquie à l'exploitation impérialiste, tandis que la loi sur l'exploitation minière a ouvert la voie à l'expansion de la domination des entreprises privées. En outre, la

participation de la Turquie à la guerre de Corée a permis son entrée dans l'OTAN, ce qui a renforcé sa soumission à l'impérialisme occidental. Ainsi, en plus de l'Allemagne, de la France et d'autres pays, elle est également devenue une semi-colonie de l'impérialisme américain.

Pendant la période du PD, la bourgeoisie compradore et les grands propriétaires terriens ont considérablement accru leur richesse. Avec le développement de la mécanisation de l'agriculture, une part importante des terres a été cultivée, ce qui a encore accru l'accumulation de capital des propriétaires terriens. Bien que l'augmentation de la production ait quelque peu stimulé le marché intérieur, le développement économique dépendant de l'impérialisme n'était pas viable à long terme. Au milieu des années 1950, en raison des politiques agricoles menées, la consommation intérieure est devenue insoutenable. La dette de la Turquie envers les pays de l'OCDE atteint 162,5 millions de dollars. En outre, un accès permanent aux devises étrangères était nécessaire pour importer les équipements et les matières premières nécessaires au « développement ».

Les années 1960 ont été marquées par l'adoption de politiques économiques keynésiennes. Ce modèle de développement économique a entraîné une augmentation des investissements du secteur public. En outre, c'est une période où l'on met l'accent sur la « planification ». Des plans économiques préparés par les économistes des États impérialistes sont présentés aux gouvernements des pays semi-coloniaux, promettant le développement économique. À la suite de ces développements, une loi promulguée en 1961 a créé l'Organisation de planification de l'État et le Plan de développement quinquennal a été préparé.

Comme dans tous les pays semi-coloniaux, la mise en œuvre des « plans de développement » en Turquie n'était pas indépendante des institutions impérialistes telles que le FMI et la Banque mondiale ; elle était plutôt conçue pour garantir le retour des investissements du capital impérialiste.

Après le coup d'État militaire de 1960, on a cru que le coup d'État apporterait « quelques droits démocratiques », mais cette période, au cours de laquelle certaines concessions démocratiques ont été incluses dans la constitution sous la pression des mouvements de masse, n'a pas duré longtemps. Le coup d'État militaire de 1971 a entièrement révoqué ces droits démocratiques limités inscrits dans la constitution de 1961.

En 1978, la Turquie était plongée dans une grave crise économique sans issue. Aucun des programmes tentés ne pouvait résoudre les problèmes économiques. En 1979, non seulement une crise économique est apparue, mais la situation s'est également transformée en une crise de gouvernance, qui s'est encore aggravée. La vague révolutionnaire montante a fusionné avec les grèves ouvrières et les manifestations étudiantes, mobilisant les masses dans les rues.

Au cours de cette période, parallèlement à la réorganisation de la division internationale du travail par le capital impérialiste, les pays semi-coloniaux ont été restructurés en conséquence, et l'économie de la Turquie, en tant que l'un de ces marchés semi-coloniaux, a été « restructurée » pour s'adapter à ce processus.

Le coup d'État fasciste du 12 septembre 1980 a été perpétré à la fois pour réprimer le mouvement de masse croissant et pour mettre en œuvre le « programme de restructuration ». Avec le coup d'État, des décisions ont été prises contre la classe ouvrière et tous les travailleurs dans les domaines économique et

politique, et la répression s'est encore intensifiée. Le système existant a été réorganisé sous le couvert du néolibéralisme, en donnant la priorité aux intérêts des impérialistes et des classes dirigeantes turques. Pour ce faire, les travailleurs, les paysans, les petits producteurs, les employés du secteur public, les organisations communistes et révolutionnaires, le mouvement national kurde, les structures démocratiques, les syndicats, les intellectuels, etc. ont été pris pour cible. En bref, l'oppression de classe et l'oppression nationale ont atteint leur paroxysme.

À partir de la seconde moitié du XXI^e siècle, la réorganisation de la division internationale du travail par le capital impérialiste a entraîné des changements significatifs dans les marchés semi-coloniaux, y compris la Turquie. Les politiques mises en œuvre dans ces marchés semi-coloniaux ont entraîné des transformations substantielles de leurs structures économiques et sociales. En d'autres termes, les conditions de la dépendance semi-coloniale à l'égard du capital impérialiste ont été actualisées et reproduites. Parallèlement à cette actualisation et à cette reproduction, la structure économique semi-coloniale semi-féodale a subi des transformations.

Depuis sa création, la Turquie a eu une structure économique et sociale semi-féodale et semi-coloniale. Alors que les relations de production semi-féodales étaient dominantes, l'approfondissement des conditions semi-coloniales et la dissolution des relations féodales ont conduit au développement d'un capitalisme dépendant de l'impérialisme (capitalisme comprador). Bien que les relations de production semi-féodales n'aient pas été entièrement abolies, elles se sont affaiblies et ont perdu leur statut dominant. Dans la Turquie d'aujourd'hui, des vestiges féodaux subsistent, mais le capitalisme est devenu le système dominant.

Ce processus a non seulement transformé la structure économique et sociale, mais a également entraîné des changements significatifs dans les conditions des producteurs directs. Par exemple, en 1927, le nombre total d'entreprises en Turquie, y compris les petites entreprises, était de 65 245. Parmi elles, 43,59 % étaient engagées dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse, employant 256 855 personnes. L'industrie textile représentait 14,34 % du total des entreprises, avec 548 025 employés. Le secteur minier comptait 556 entreprises employant 19 232 travailleurs. L'industrie du bois et des produits dérivés comptait 7 986 entreprises, employant 24 264 personnes. Les industries agricoles et textiles représentaient à elles seules près de 50 % des entreprises et des travailleurs.

En 2021, le nombre de personnes employées dans le secteur industriel en Turquie avait atteint 6 143 000 (21,3 %). L'écart entre l'agriculture et l'industrie s'est creusé, avec 1 195 000 personnes de plus employées dans l'industrie, ce qui indique un alignement sur le taux d'urbanisation de la Turquie et démontre le développement des relations de production capitalistes au fil du temps.

En raison des politiques impérialistes mises en œuvre dans le secteur agricole turc, la production et les relations agricoles se sont rapidement dissoutes, entraînant une migration massive de la main-d'œuvre vers les villes. Cette main-d'œuvre a été partiellement absorbée par l'industrie, mais a été principalement employée dans le secteur des services et, périodiquement, dans le secteur de la construction.

De nombreux exemples peuvent être donnés pour illustrer les changements et les transformations de la société turque. Toutefois, ces chiffres devraient suffire. Comme je l'ai mentionné

précédemment, les études de notre parti analysant la structure socio-économique seront partagées avec le public.

— Vous avez déclaré qu’au sein de la structure semi-féodale et semi-coloniale, les relations de production féodales se sont progressivement dissoutes, renforçant le cadre semi-colonial tandis que le capitalisme devenait dominant. Que pouvez-vous dire de la nature de cette structure semi-coloniale et du capitalisme qui s’y est installé ?

Le développement du capitalisme en Turquie ne s’est pas fait par le biais de sa propre dynamique interne. Contrairement à d’autres pays qui sont passés au capitalisme, l’accumulation du capital en Turquie a suivi une voie tracée sous le contrôle et l’exploitation impérialistes. Les fondateurs de la République de Turquie en 1923 ont, d’une part, procédé à l’accumulation initiale du capital en utilisant les ressources de l’État en raison de leur faible base financière et, d’autre part, grâce à leurs liens croissants avec l’impérialisme, ils ont commencé à émerger en tant que classe compradore, agissant en tant qu’agents locaux des intérêts impérialistes au sein du pays.

Dans le contexte turc, la bourgeoisie a d’abord accumulé du capital par le pillage et l’expropriation, notamment lors des génocides arménien, grec et assyrien. Cependant, en raison de la faiblesse de sa base de capital, elle s’est fortement appuyée sur les ressources de l’État. Ce processus, souvent décrit comme « la création d’une bourgeoisie par l’État » et promu sous la rhétorique du « capital national », était en réalité un moyen pour la bourgeoisie de compenser sa faiblesse financière en utilisant les mécanismes de l’État pour assurer son accumulation initiale et soutenir son exploitation. La bourgeoisie a prospéré en tirant parti des ressources de l’État. Les kémalistes ont donné la priorité à cette stratégie après 1923, en veillant à ce que les incitations et

les contrats de l'État offrent des opportunités significatives à la bourgeoisie commerciale.

L'accumulation de capital héritée des Ottomans étant faible, la bourgeoisie s'est principalement développée par le biais du commerce. Par le biais d'accords avec les puissances impérialistes, la bourgeoisie commerciale turque est devenue de plus en plus compradore, servant d'intermédiaire aux intérêts impérialistes à l'intérieur du pays. La bourgeoisie compradore et les représentants locaux de l'impérialisme établissent des partenariats avec des monopoles étrangers, tirant d'immenses profits de la vente des marchandises acquises auprès de ces monopoles, élargissant ainsi leur base de capital.

Lors de la fondation de l'État turc et des premières années du régime kémaliste, la bourgeoisie compradore a d'abord maintenu ses relations avec les impérialismes britannique et français. Toutefois, à partir du milieu des années 1930, elle s'est alignée sur l'impérialisme allemand. Dans sa phase initiale, la bourgeoisie compradore était principalement composée de la bourgeoisie commerciale, qui accumulait des richesses en important et en vendant des marchandises en provenance des pays impérialistes. Cependant, avec la transition vers une industrie basée sur l'assemblage, elle a considérablement augmenté ses profits. Au lieu d'importer des produits finis, comme elle le faisait auparavant, elle acquiert des composants séparément et les assemble dans des usines et des ateliers de taille moyenne nouvellement créés, augmentant ainsi ses profits.

La mécanisation de l'agriculture a entraîné une extension des zones de production, ce qui a facilité le transfert de capitaux vers le commerce et la banque. Ces transferts de capitaux du secteur agricole ont joué un rôle crucial dans le renforcement et le développement de la bourgeoisie compradore.

Une société qui maintient en son sein une économie de matières premières a le potentiel, avec le temps, d'évoluer vers une économie capitaliste autosuffisante. Toutefois, en Turquie, la liquidation du féodalisme n'a pas été réalisée par une révolution bourgeoise. L'Empire ottoman était un système féodal centralisé. Bien que le capitalisme ait commencé à émerger sous une forme embryonnaire, son développement a été entravé par l'intervention impérialiste, ce qui l'a empêché d'évoluer par le biais de sa dynamique interne. Au lieu de cela, les relations de production féodales ont été préservées et continuellement restructurées en fonction des nouvelles conditions, afin de garantir l'exploitation ininterrompue par l'impérialisme. Cette réalité s'applique également à la République de Turquie, établie sous la direction des kémalistes, où les relations de production semi-féodales sont restées dominantes pendant une longue période. Toutefois, au fil du temps, ces relations de production semi-féodales se sont dissoutes, cédant la place à la domination des relations de production capitalistes.

À ce stade, la question cruciale est de savoir comment les relations semi-féodales ont été démantelées. En un siècle, le capital impérialiste a pénétré jusqu'aux coins les plus reculés du pays, soumettant toutes les unités de production à son influence. Ce processus prolongé, bien que marqué par d'importantes turbulences, a finalement conduit le système semi-féodal vers sa dissolution. Toutefois, cela ne signifie pas que tous les vestiges du féodalisme ont été éradiqués.

Dans le même temps, cette transformation a brisé les fondements de l'économie naturelle autosuffisante du féodalisme. Les politiques mises en œuvre par le capital impérialiste et son État turc subordonné ont considérablement accéléré le processus déjà lent et douloureux de dissolution des relations économiques féodales dans les zones rurales.

Le capital impérialiste, façonné par ses propres contradictions internes, a influencé les premières étapes du développement capitaliste en Turquie de deux manières opposées.

Tout d'abord, elle a joué un rôle destructeur en ébranlant les fondements de l'économie naturelle, en intégrant les marchés locaux, en créant un prolétariat, en développant la circulation des marchandises et, de plus en plus, la production de marchandises. À partir de la fin des années 70, elle s'est même engagée dans des investissements industriels directs, accélérant ainsi les conditions objectives du développement capitaliste. Toutefois, ce processus a été entièrement subordonné et dépendant des intérêts impérialistes.

D'autre part, le capital impérialiste a simultanément agi comme un obstacle au développement capitaliste en pillant les matières premières, en endettant le pays, en siphonnant le capital excédentaire accumulé, en restructurant les relations de production existantes pour servir ses propres intérêts et en empêchant l'émergence d'une industrie nationale. Il a cherché à confiner le travail social dans le cadre de relations de production arriérées sous son contrôle.

Cet impact double et contradictoire du capital impérialiste est une contradiction inhérente à lui-même. Cette contradiction a directement façonné la société turque semi-féodale et semi-coloniale, entraînant de profondes transformations qualitatives dans sa structure économique et sociale. Alors que la domination des relations de production semi-féodales s'est érodée, les relations de production capitalistes compradores ont fini par définir le cadre économique et social du pays.

Ce processus est une conséquence naturelle, inévitable et spontanée de l'exploitation capitaliste impérialiste. Cette réalité a également été soulignée par le camarade Ibrahim Kaypakkaya,

qui a fait référence à L'impérialisme, stade suprême du capitalisme de Lénine pour illustrer comment l'exploitation impérialiste dans des pays comme la Turquie érode naturellement et inévitablement les relations féodales, tandis que le capitalisme émergent reste dépendant de l'impérialisme, sous la forme d'un capitalisme comprador.

Il est crucial de souligner un point ici : reconnaître la dissolution du semi-féodalisme en Turquie n'équivaut pas à attribuer un rôle progressiste à l'impérialisme. Au contraire, cette transformation s'est produite conformément au « caractère et aux objectifs » du capital impérialiste, et n'a servi qu'à étendre et à approfondir son exploitation. Ainsi, la dissolution partielle des relations féodales et le développement du capitalisme sont objectivement apparus comme le « résultat naturel, inévitable et spontané » du fonctionnement de l'exploitation impérialiste.

L'analyse de Kaypakkaya souligne que chaque mesure prise par le capital impérialiste pour étendre son exploitation, y compris l'intensification des investissements directs, en particulier dans le capital industriel, a également contribué au développement du capitalisme. Ce développement a été directement proportionnel à l'échelle et à l'intensité des investissements industriels directs du capital impérialiste. En d'autres termes, lorsque le capital impérialiste a augmenté ses investissements pour approfondir son exploitation, il a aussi indirectement favorisé la croissance du capitalisme. Toutefois, le capitalisme qui a émergé dans ces conditions est resté subordonné à l'impérialisme, se manifestant sous la forme d'un capitalisme comprador.

La dissolution du semi-féodalisme et la montée du capitalisme comprador en Turquie ont également remodelé la dynamique interne des classes dirigeantes. Si les relations de production semi-féodales n'ont pas été entièrement éradiquées, leur

affaiblissement a influencé le positionnement politique des classes dirigeantes turques au sein du pouvoir d'État. Sous le règne de la bourgeoisie bureaucratique compradore et des grands propriétaires terriens, l'influence de ces derniers a diminué, tandis que la domination de la bourgeoisie bureaucratique compradore s'est considérablement accrue.

Sous le règne de la bourgeoisie bureaucratique compradore et des grands propriétaires terriens, la pénétration croissante du capital impérialiste dans le marché semi-colonial de la Turquie a conduit à l'intensification et à la centralisation du capital. Ceci, à son tour, a entraîné une intégration plus profonde du capital marchand usuraire avec le capital industriel, consolidant davantage la domination de la bourgeoisie bureaucratique compradore au sein de la classe dirigeante. Toutefois, ce processus n'a pas éliminé les contradictions entre les factions de la classe dirigeante turque. Un facteur clé de ces contradictions est que chaque faction de la bourgeoisie bureaucratique compradore opère dans l'alignement des intérêts des monopoles impérialistes auxquels elle est directement liée.

En outre, malgré la domination économique du capitalisme compradore dans les conditions actuelles, des vestiges féodaux persistent et continuent d'exercer leur influence.

« La nature de notre révolution reste une révolution démocratique populaire, mais son essence n'est pas centrée sur la révolution agraire ! »

— Compte tenu des transformations économiques et sociales en Turquie, y a-t-il eu des changements dans la « nature de la révolution » ou dans la « voie de la révolution » ? Quelle est la position de votre parti à cet égard ?

— Pour qu'une révolution réussisse, il est essentiel d'analyser la structure sociale et économique du pays sur une base correcte. Toute erreur ou insuffisance dans cette analyse conduit inévitablement à des idées fausses sur la nature de la révolution, ses objectifs, ses méthodes de lutte et ses tâches révolutionnaires.

Pour déterminer le caractère de la révolution en Turquie, il est important d'examiner les processus révolutionnaires victorieux du Parti communiste soviétique (PCbUS) et du Parti communiste chinois (PCC). Cependant, en analysant ces révolutions, il est nécessaire d'éviter les approches dogmatiques et schématiques en évaluant correctement les conditions objectives du présent.

La comparaison entre les révolutions russe et chinoise et le processus révolutionnaire dans la Turquie d'aujourd'hui fait apparaître à la fois des similitudes et des différences. La Turquie contemporaine n'est ni la Russie tsariste ni la Chine du passé. Si la Turquie reste un pays semi-colonial où le capitalisme est la structure économique dominante, la nature de sa révolution est une révolution démocratique populaire, bien que son essence ne soit pas centrée sur la révolution agraire. Cette révolution, dirigée par le prolétariat, visera à démocratiser le pays et à atteindre la liberté politique, ce qui la rendra intrinsèquement anti-impérialiste.

En outre, la révolution démocratique populaire cherchera à résoudre toutes les questions liées aux droits et libertés démocratiques, y compris la question nationale, la libération des femmes, l'oppression religieuse et confessionnelle, et les luttes des minorités nationales opprimées. Ce processus révolutionnaire s'approfondira et progressera vers le socialisme.

Il ne faut pas oublier que notre époque est celle de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. La bourgeoisie a perdu son rôle historiquement progressiste. Par conséquent, comme l'ont

démontré les expériences révolutionnaires passées, toutes les tâches démocratiques ne peuvent être accomplies que par la révolution démocratique populaire dirigée par le prolétariat.

Dans ce cas, nous devons chercher à répondre aux questions suivantes : Existe-t-il aujourd'hui en Turquie et au Kurdistan turc des revendications démocratiques qui sont devenues des questions urgentes pour les masses, similaires aux expériences mentionnées ci-dessus ? La réponse à cette question est sans aucun doute « oui ». La lutte pour la libération de l'impérialisme, la question nationale kurde, les droits des femmes, la liberté de croyance et de conscience, et bien d'autres revendications démocratiques qui ne peuvent être résolues que par une révolution démocratique populaire sont devant nous.

Deuxièmement, tout comme en Russie, le mode de production dominant dans la structure économique de la Turquie est capitaliste. Toutefois, des vestiges de l'ancienne société féodale persistent de manière significative, façonnant la vie économique, culturelle et religieuse.

La lutte pour les droits démocratiques et les libertés des nations opprimées et des nationalités minoritaires, ainsi que le mouvement des femmes, se poursuivent. Les revendications relatives à la liberté de croyance et de conscience continuent de figurer à l'ordre du jour. En bref, la libération du pays de l'impérialisme et la démocratisation de la société restent les principales préoccupations des travailleurs, des paysans, des ouvriers et de l'ensemble des opprimés.

— *Une révolution démocratique populaire est-elle possible dans les pays capitalistes semi-coloniaux ?*

— C'est en effet possible. Le fait que la Turquie soit un pays capitaliste en termes économiques n'invalide pas la nécessité d'une révolution démocratique populaire.

Premièrement, la Turquie reste un pays semi-colonial, ce qui signifie que la lutte anti-impérialiste reste l'une des tâches essentielles de la révolution. Deuxièmement, la Turquie n'a jamais connu de révolution démocratique bourgeoise au sens propre du terme. Si les relations de production capitalistes sont devenues dominantes, elles n'ont fait que réduire la portée des tâches de la révolution démocratique populaire, mais n'en ont pas éliminé la nécessité.

En résumé, les tâches suivantes restent à accomplir :

- a. Libération de l'impérialisme.
- b. Résolution de la question nationale kurde et garantie des droits de toutes les nationalités minoritaires.
- c. Éliminer l'inégalité entre les hommes et les femmes, qui se manifeste dans tous les domaines de la vie en raison de la prédominance des perspectives patriarcales et mettre fondamentalement fin à l'idéologie sexiste.
- d. Établir un caractère démocratique pour le pays et créer les conditions nécessaires à l'édification du socialisme.
- e. Garantir la liberté de religion et de conscience.
- f. Garantir tous les droits démocratiques.
- g. Garantir la liberté de pensée et d'organisation et démocratiser ainsi la société.

Ces demandes ne peuvent être ignorées par une approche qui suppose que « tout sera résolu par la révolution socialiste ». Une

telle position ne revient qu'à imposer nos désirs subjectifs aux masses. Nous nous référons ici aux revendications légitimes et démocratiques de larges segments de la société. Les communistes ne peuvent pas ignorer ces revendications ; au contraire, c'est précisément à travers ces revendications concrètes que les masses peuvent s'unir en une force cohésive. Le point essentiel est que toutes ces revendications démocratiques doivent être abordées dans une perspective prolétarienne, sans dévier de l'objectif du pouvoir politique. Notre lutte révolutionnaire doit intégrer toutes les revendications démocratiques dans son programme et sa tactique. À cet égard, la lutte pour la révolution démocratique populaire, qui sert de programme minimum à notre lutte révolutionnaire, occupe une place particulièrement importante en raison de l'inclusion de revendications concrètes. De par sa nature même, la révolution démocratique est investie de responsabilités majeures, non seulement pour mener à bien la réforme agraire, mais aussi pour garantir l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, assurer le droit à la libre séparation des nations opprimées, garantir la pleine égalité des droits entre les nations et faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. L'étendue et l'importance de ces questions dans la lutte pour la révolution démocratique ne seront pas déterminées arbitrairement, mais plutôt en relation directe avec les contradictions dominantes et les questions urgentes du pays à un moment donné. À ce stade, comme je l'ai déjà mentionné, la paysannerie en Turquie et au Kurdistan turc ne constitue qu'une petite partie de la population totale. L'écrasante majorité réside désormais dans les zones urbaines, en particulier dans les grandes villes. Par conséquent, il s'agit d'une force sociale qui ne cesse de s'affaiblir en termes de nombre. La diminution de la présence de la paysannerie nécessite une réévaluation de son rôle dans la lutte des classes. Cependant, cela

ne doit pas conduire à la conclusion que la terre et les questions agricoles ne sont plus pertinentes. Malgré toutes les transformations qui ont eu lieu, ces questions restent des tâches essentielles à traiter dans le cadre de la révolution démocratique populaire.

« La révolution, sans aucun doute, ne peut être réalisée que par la violence et la lutte armée ! »

— Dans votre Congrès, il semble que vous ayez fait certaines révisions concernant les contradictions en Turquie et l'identification de la contradiction principale. Que souhaitez-vous dire à ce sujet ?

— Oui, notre II^d Congrès a mis à jour les points de vue du parti sur les contradictions fondamentales et la contradiction principale. Tout d'abord, l'identification correcte des contradictions et de la contradiction principale n'est possible qu'à travers une approche matérialiste-dialectique. Au cœur de tous les développements et changements dans la nature et la société se trouve l'existence de contradictions internes. Cela signifie que les contradictions ne peuvent pas être créées artificiellement par des interventions subjectives, car il s'agit de phénomènes objectifs, qui existent indépendamment de nous. Notre tâche consiste à les identifier scientifiquement et à déterminer la « contradiction primaire », qui influence la résolution de toutes les autres contradictions au cours du processus.

À cet égard, la détermination la plus claire dans l'expérience historique du mouvement communiste international a été faite par le Parti communiste chinois sous la direction de Mao Zedong. Définissant la structure économique et politique de la Chine comme semi-coloniale et semi-féodale, le PCC a identifié la contradiction entre le féodalisme et les larges masses populaires

comme la « contradiction principale » au cours du processus de la nouvelle révolution démocratique. Cette approche du MLM, comme par le passé, doit être appliquée par chaque parti maoïste en fonction des conditions concrètes de son propre pays aujourd'hui.

Pour bien saisir la base objective qui a façonné cette compréhension, il est utile d'examiner l'analyse du président Mao en la matière. Ce qui est fondamentalement important ici, c'est la méthode scientifique qui doit être suivie. Si l'on part de la méthode scientifique du président Mao, la première conclusion est que notre révolution doit suivre la voie de la révolution démocratique populaire. Bien que le capitalisme comprador domine l'économie du pays, des vestiges féodaux persistent. Une série de tâches démocratiques, y compris la résolution de la question nationale kurde et de la question des femmes, doivent être accomplies par le biais de la révolution démocratique populaire. L'unité des travailleurs, des nations opprimées et des nationalités minoritaires, des femmes et des personnes LGBTI+ sous la direction du prolétariat ne peut être réalisée qu'à travers une perspective révolutionnaire qui englobe ces demandes démocratiques.

Deuxièmement, c'est une réalité que les contradictions multiples parmi les contradictions primaires sont devenues plus visibles aujourd'hui. À l'heure actuelle, la contradiction fondamentale est celle qui oppose l'impérialisme, le capitalisme comprador et les vestiges féodaux, d'une part, et les larges masses populaires, d'autre part. Cependant, au cours du processus de la révolution démocratique populaire, la contradiction principale est apparue comme étant celle entre le capitalisme comprador et les vestiges féodaux d'une part et les larges masses populaires d'autre part.

— Votre II^d Congrès affirme que la voie de la révolution démocratique populaire en Turquie présente des caractéristiques qui lui sont propres. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

— Cette question a été discutée en détail lors de notre Congrès. Comme nous l'avons déclaré dans l'annonce de notre Congrès, sur la base de l'analyse de la structure sociale et économique de la Turquie, nous avons déterminé que les principales contradictions et la contradiction principale en Turquie ont changé. À la suite de cette analyse, nous avons conclu que la révolution turque reste au stade de la révolution démocratique populaire. Nous avons une fois de plus souligné que cette révolution ne peut être réalisée que par la lutte armée.

Par conséquent, notre II^d Congrès a affirmé que la révolution turque ne suivra pas exactement la même voie que les révolutions réussies du prolétariat international et des peuples opprimés du monde, mais qu'elle portera plutôt ses propres caractéristiques. Je tiens à souligner qu'il ne s'agit pas d'un nouveau sujet pour notre parti. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'une discussion qui a émergé soudainement.

La VII^e Conférence de notre parti en 2002 a établi cette perspective, qui a été discutée plus avant lors de la VIII^e Conférence en 2007 : « Notre révolution aura ses propres caractéristiques. La guerre populaire en Turquie ne sera pas une réplique exacte des exemples précédents. La Turquie a ses propres spécificités et ses différences régionales qui doivent être prises en compte. » Cette ligne a été concrètement réaffirmée.

Il ne faut pas oublier que les conditions du semi-colonialisme ont persisté dans notre pays pendant plus d'un siècle. Bien que le féodalisme n'ait pas été éliminé par des moyens révolutionnaires,

la Turquie a maintenant atteint un stade où la forme dominante d'expropriation des forces productives sociales est basée principalement sur le travail salarié, ce qui en fait un pays capitaliste. Bien que les relations de production féodales aient été largement démantelées, l'impérialisme, ses agents et ses collaborateurs n'ont pas été totalement éradiqués. L'élimination complète des vestiges féodaux ne sera réalisée que par la révolution démocratique populaire.

La révolution dans notre pays a une double tâche, toutes deux étroitement liées : la révolution démocratique et, en tant qu'étape suivante, la révolution socialiste. La révolution démocratique établira le pouvoir démocratique révolutionnaire (dictature) de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et des classes laborieuses sous la direction du prolétariat. Elle passera ensuite à la dictature du prolétariat, fondée sur la classe ouvrière et les masses laborieuses des campagnes et des villes.

Sans rupture de tous les liens et privilèges liés à l'impérialisme, sans élimination de ses collaborateurs locaux et des modes et rapports de production réactionnaires qui leur servent de base sociale, sans renversement des classes dirigeantes et de leur régime politique (la dictature fasciste), ni la démocratisation du pays, ni la résolution de la question nationale, ni la démocratisation sociale élargie, ni le libre développement des forces productives et des rapports de production ne peuvent être réalisés. Sans ces transformations fondamentales, la transition vers le socialisme est impossible, et le socialisme lui-même ne peut être construit avec succès sans avoir d'abord développé ses fondations matérielles.

En fonction de la nature de la révolution à venir, le chemin de la révolution se développera naturellement de manière unique. La révolution, sans aucun doute, ne peut être réalisée que par la force

et la lutte armée. En examinant l'histoire des mouvements révolutionnaires de classe, il est évident qu'il existe deux voies principales vers la révolution. La première est la lutte armée prolongée, la guerre populaire, centrée sur les zones rurales, qui s'applique aux pays coloniaux et semi-coloniaux où le capitalisme n'est pas encore pleinement développé. La seconde est la voie de l'insurrection armée, qui s'applique aux pays où le capitalisme est dominant (qu'il soit intermédiaire, avancé ou impérialiste), s'appuyant sur les villes et les centres industriels comme base principale, avec des révolutionnaires travaillant au sein de la classe ouvrière pour mobiliser la classe et les masses laborieuses afin de s'emparer du pouvoir politique.

En fin de compte, les deux voies nécessitent la violence révolutionnaire et le pouvoir des armes pour obtenir la victoire.

Les ennemis de la classe soutiennent et maintiennent leur pouvoir par la force armée. Dans ces conditions, le prolétariat et les masses laborieuses ne peuvent prendre le pouvoir que par la lutte armée. Naturellement, des pays et des processus historiques différents donnent lieu à des circonstances uniques, et ces conditions spécifiques détermineront la forme de la lutte. Les principes généraux ne peuvent être transformés en modèles rigides. Là où il y a des conditions historiques uniques, il y aura aussi des formes et des tactiques correspondantes. Les communistes doivent agir en conséquence, en adaptant leur stratégie à ces conditions spécifiques tout en maintenant la voie révolutionnaire fondamentale.

« Chaque révolution a ses propres caractéristiques ! »

— *Vous avez déclaré : « Les principes généraux ne peuvent être transformés en modèles rigides. Là où il y a des conditions historiques uniques, il y aura aussi des formes et des tactiques*

correspondantes. » Suggérez-vous que la révolution turque ne suivra pas un chemin différent de la révolution d'octobre et de la révolution chinoise ?

— Oui. Les révolutions ne peuvent être menées à bien en suivant une prescription fixe. Nous pensons que les révolutions ne doivent pas être évaluées indépendamment des contradictions sur lesquelles elles se développent et de leurs conditions spécifiques. Bien qu'il existe certains principes fondamentaux et indispensables, tels que la direction du parti communiste et la nécessité de la lutte armée, chaque révolution a ses propres aspects et continuera à les avoir. C'est pourquoi les pays semi-coloniaux et compradores-capitalistes contemporains ne doivent pas fermer les yeux sur la guérilla, mais l'intégrer à la stratégie de l'insurrection armée pour l'utiliser efficacement.

Il ne faut pas croire que les insurrections armées d'aujourd'hui remporteront la victoire après une période d'affrontements relativement courte, comme ce fut le cas lors de la révolution d'octobre en Russie. Dans les pays semi-coloniaux et compradores-capitalistes, les conditions de la lutte des classes peuvent nécessiter le repli à la campagne en cas de défaite temporaire d'un soulèvement urbain, l'utilisation de la guérilla dans les zones rurales pour soutenir la révolution, puis le retour dans les villes lorsque les conditions le permettent. Dans certaines circonstances, le déplacement de la lutte des classes à la campagne peut devenir non seulement une option, mais un impératif. Si l'activité pratique révolutionnaire n'a pas imposé cette nécessité aux communistes russes, c'est parce que les conditions historiques de la Russie à cette époque étaient favorables à la révolution. Il en va de même pour la période de la guerre civile. Les révolutionnaires russes n'ont pas fondé leur stratégie sur le mouvement révolutionnaire relativement plus faible des campagnes en puisant leur force dans la révolution

urbaine plus puissante. Au lieu d'attribuer un rôle stratégique à la guérilla, ils l'ont traitée comme une tactique de soutien.

Dans le monde d'aujourd'hui, les conditions dans les pays capitalistes semi-féodaux, semi-coloniaux et semi-coloniaux diffèrent de celles des révolutions d'octobre et chinoise. Par conséquent, au lieu d'une forme unique de lutte, nous devons parler de formes de lutte interconnectées. Sans aucun doute, dans les pays semi-féodaux et semi-coloniaux, la voie de la révolution suit la stratégie de la guerre populaire prolongée, qui est basée sur les campagnes. Dans les pays capitalistes, la révolution suit la voie de l'insurrection populaire armée, centrée sur les villes. Ces deux stratégies ne s'excluent pas mutuellement. Une lutte basée sur les campagnes doit prendre en compte les villes, et une lutte basée sur les villes doit prendre en compte les campagnes. Les contradictions et les luttes du monde contemporain sont tellement complexes et entremêlées que, dans le cadre du processus révolutionnaire, l'insurrection et la guérilla basées à la campagne peuvent s'appliquer simultanément.

Par conséquent, il ne faut jamais oublier que la révolution sera menée sous la direction du parti communiste par la violence, avec le pouvoir des armes. L'idée que « notre pays multinational est principalement façonné par des relations de production capitalistes, que le capitalisme est dominant et que, par conséquent, les activités dans les villes ont la priorité » ne peut servir de justification au rejet de la lutte armée. Dans les villes, nous aurons des comités militaires urbains et des guérillas urbaines. Comme mentionné précédemment, ils mèneront des opérations et, dans une période d'insurrection, ces forces doivent être capables de diriger militairement la révolution contre l'ennemi.

Il faut toujours se rappeler que notre ennemi de classe, la bourgeoisie, n'est pas la même que la bourgeoisie du début du XX^e siècle. Elle a été aiguisée par ses défaites face aux révolutions, a appris des conséquences de ses erreurs et a acquis de l'expérience. Cela l'a rendue encore plus impitoyable, implacable et déterminée à affronter les révolutions avec toutes ses forces. Dans ces conditions, la guérilla doit servir de tactique à l'insurrection. Cela vaut aussi bien pour la guérilla urbaine que pour la guérilla rurale. La voie de la guerre dans ces pays, qui intègre la coordination entre la ville et la campagne, doit devenir l'approche tactique distinctive de l'avenir.

Cependant, quelles que soient les circonstances, les révolutions du futur ne suivront pas exactement les mêmes étapes que les révolutions d'octobre et chinoise. Elles incorporeront inévitablement des éléments nouveaux et uniques dans leur propre théorie révolutionnaire, façonnée par les développements de la lutte des classes. Tout comme la guérilla populaire prolongée et dispersée, bien qu'elle suive ses principes fondamentaux, a nécessité l'incorporation de nouvelles tactiques dans sa théorie en tenant compte des progrès de la lutte, la révolution dans chaque pays capitaliste semi-colonial doit incorporer ces facteurs favorables dans la théorie révolutionnaire pour réussir.

« Notre politique du front doit s'adapter aux conditions changeantes ! »

— Je voudrais également poser une question sur les unions d'action, les alliances et les politiques de front dans le processus de la révolution démocratique populaire. Votre Congrès a-t-il débattu de ces questions ? Si oui, à quelles conclusions est-il parvenu ?

Oui, cette question figurait parmi les points à l'ordre du jour de notre II^d Congrès et a été discutée en détail. Il est largement reconnu que la lutte des classes ne suit jamais un chemin droit pour atteindre son but. La structure économique et sociale de chaque pays, la nature de son État, les conflits et les contradictions entre ses classes jouent un rôle important dans la détermination des objectifs de la révolution. Cela joue également un rôle important dans l'élaboration des programmes que les partis communistes développent. Chaque parti communiste a un programme minimum et un programme maximum. Ces programmes servent de cadre crucial pour définir la stratégie et les méthodes de lutte dans la lutte des classes.

Le but ultime de tous les partis communistes du monde est d'unir tous les pays par le biais des révolutions qu'ils mèneront dans les différentes nations et de lutter pour la création d'un monde sans classes. C'est pourquoi Lénine, lorsqu'il a déclaré que « l'État disparaîtra un jour », a indiqué que l'établissement d'un monde sans classes et sans frontières était l'objectif final. Dans tous les pays, la progression des partis communistes dans la lutte des classes n'est pas possible sans des alliances d'action, des coalitions et la formation de fronts. En outre, la thèse de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao selon laquelle la classe ouvrière ne peut réaliser la révolution qu'en s'unissant à d'autres couches laborieuses reste valable aujourd'hui.

Selon la loi dialectique, rien ne reste permanent indéfiniment. Tout existe dans l'unité et la contradiction. Les alliances d'action, les coalitions et les fronts ne sont pas non plus permanents mais temporaires. Une fois qu'ils ont atteint leur objectif, ils ont rempli leur mission et se dissolvent.

Ainsi, qu'il s'agisse d'une alliance d'action, d'une coalition ou d'un front, tous ces accords sont conclus en fonction d'objectifs à

court, moyen ou long terme. Les parties assises à la table des négociations se réunissent autour d'une cause et d'un objectif communs et font des concessions mutuelles pour parvenir à un accord. Le principal critère de formation de ces alliances est la reconnaissance et l'acceptation politiques mutuelles de toutes les composantes participantes.

Les alliances d'action, les coalitions et les fronts — tous ces éléments représentent fondamentalement l'unification des forces. Ce sont des actes par lesquels le parti communiste s'unit à des forces révolutionnaires, patriotiques et progressistes extérieures à lui dans la lutte pour la révolution. Cependant, la question qui nous occupe n'est pas seulement une question de force. Il s'agit aussi de trouver un terrain d'entente avec des forces qui, quelle que soit leur puissance, marchent vers la même position indépendamment du parti communiste.

En tant que force d'avant-garde, les partis communistes doivent non seulement s'unir à la classe ouvrière, mais aussi gagner d'autres forces au sein de la société. L'obtention d'un soutien ne se fait pas toujours par une action unique. Le processus de conquête des différentes classes et couches intermédiaires a varié d'un pays à l'autre. Les classes sociales et les groupes intermédiaires qu'il faut gagner dans un pays capitaliste-impérialiste ne sont pas les mêmes que dans un pays colonial ou semi-colonial.

Les objectifs et le contenu de chaque alliance, coalition et front d'action ne sont pas identiques. Cette distinction est directement liée à la nature des forces en présence et aux objectifs qu'elles cherchent à atteindre. Il existe une différence fondamentale entre les forces qui s'unissent pour renverser l'État et celles qui s'unissent pour obtenir des réformes, les droits des travailleurs, la libération des prisonniers politiques, les droits des femmes ou

d'autres gains spécifiques. Dans les alliances d'action, les coalitions et les formations de front, une fois qu'un accord mutuel est conclu, il est essentiel que les forces participantes conservent leur indépendance. Aucune force au sein de l'alliance ne peut interférer avec l'agenda d'une autre en dehors du cadre convenu. Les accords qui définissent les alliances d'action, les coalitions et les fronts sont strictement limités aux objectifs et aux méthodes convenus pour atteindre ces objectifs.

L'un des principes fondamentaux de toutes ces formations est l'indépendance de l'agitation et de la propagande. Cela signifie que tout en participant à un front commun ou à une alliance, chaque parti ou groupe conserve le droit de propager ouvertement ses propres objectifs en dehors de cette formation. Cependant, la liberté d'agitation et de propagande est liée au principe de ne pas saper ou affaiblir l'alliance elle-même.

Dès lors qu'un accord détaillé a été conclu à l'avance et qu'un engagement a été pris d'adhérer à des décisions en dehors des principes fondamentaux, critiquer les décisions prises par la majorité contredit l'esprit de l'unité d'action ou des alliances. Cette question revêt une importance particulière pour notre parti. Sur cette base, pour que l'unité d'action se concrétise, les organisations et les partis issus des rangs du peuple doivent mettre en œuvre la démocratie populaire entre eux et accepter inconditionnellement le principe de « liberté dans la propagande et l'agitation, unité dans l'action ».

L'évaluation de notre parti ne s'applique pas seulement aux unités d'action. Cette approche correcte est également valable pour les alliances et le concept de front. Les unités d'action sont des formations qui couvrent des périodes relativement courtes. Cela est également lié au fait que les unités d'action ont tendance à se concentrer sur une seule question et à s'attacher à un objectif

spécifique. L'objectif est concret. Il englobe ce qu'il vise, et une fois le but fixé atteint, il prend fin. La pratique des dizaines d'unités d'action auxquelles notre parti a participé l'a démontré concrètement.

Les alliances impliquant le parti communiste sont des collaborations à relativement long terme. Leur contenu, leur portée et leurs objectifs dépendent des forces qui les constituent. Par rapport aux unités d'action, les alliances sont des formations dont le degré de centralisation est plus élevé. Cela est directement lié à leur nature à long terme et à l'ampleur des objectifs qu'elles englobent. Dans les alliances, les règles à suivre, ainsi que l'agitation et la propagande, sont déterminées et mises en œuvre par les forces participantes.

Le front, quant à lui, est une alliance de classe.

— Y a-t-il eu une discussion sur l'approche de votre parti en matière de stratégie de front ? Quelles sont les conclusions de votre II^d Congrès à ce sujet ?

— Parmi les points à l'ordre du jour de notre Congrès figurait une discussion sur l'approche de notre parti en matière de stratégie de front. Je peux dire que notre Congrès a abordé cette question en tenant compte du fait que la lutte des classes n'est ni statique ni dogmatique. Comme chacun sait, la lutte des classes est riche d'expériences historiques. Au-delà des principes universels, chaque lutte révolutionnaire a tiré des leçons de ses propres conditions. Les alliances et les fronts formés en Russie, en Chine, au Vietnam, en Bulgarie, en Albanie, en Grèce et dans d'autres pays n'ont pas été identiques. Les conditions spécifiques de chaque pays et le positionnement des différentes classes ont conduit à des variations significatives dans la nature des alliances et des fronts établis.

Il y a eu des changements dans notre pays en ce qui concerne la dynamique des classes et les alliances de classes. J'ai déjà exposé l'approche de notre parti en ce qui concerne l'unité d'action, et cette perspective reste valable aujourd'hui. De même, notre position sur les alliances est bien connue. À cet égard, il n'y a pas d'histoire significative d'alliances dans notre pays ; l'expérience première a plutôt été basée sur l'unité d'action. Notre nouvelle politique en matière de stratégie de front doit être adaptée aux conditions changeantes. Lier cette question à des conditions rigides ne ferait que nous limiter. Concrètement :

Tout d'abord, outre l'unité d'action, il convient que des alliances soient de temps à autre à l'ordre du jour en réponse aux développements dans notre pays, et que notre parti prenne part à ces alliances. Toute alliance, de même que des formations similaires telles que l'unité de forces, est le produit de conditions spécifiques dictées par la situation concrète. Lorsque de telles formations apparaissent, elles doivent être structurées autour d'un objectif et d'un programme clairement définis, englobant toutes les forces antifascistes, progressistes et patriotiques. En conséquence, de telles alliances peuvent périodiquement devenir pertinentes pour notre agenda.

Deuxièmement, la politique de front actuelle de notre parti ne répond pas de manière adéquate aux besoins concrets de la situation actuelle. Jusqu'à présent, notre parti a lié l'établissement d'un front à la formation d'un « pouvoir politique rouge » et a soutenu l'idée qu'« un front ne peut être établi sans la création d'un pouvoir politique rouge ». Cependant, cette thèse ne correspond plus aux réalités de notre pays. Compte tenu de l'évolution des conditions et des besoins, il est nécessaire de redéfinir cette politique en conséquence. Notre politique de façade doit s'adapter aux conditions changeantes. Il n'est pas

correct de lier l'établissement d'un front à une condition absolue. Il peut y avoir des développements qui permettent de former un front en fonction des circonstances. Par exemple, en cas d'occupation impérialiste de notre pays, la formation d'un front anti-impérialiste pourrait s'avérer nécessaire. De même, face à l'intensification de l'agression fasciste, la formation d'un front de résistance peut s'inscrire à l'ordre du jour révolutionnaire. Comme c'est le cas aujourd'hui, un tel front de résistance pourrait être établi en réponse aux attaques incessantes du fascisme. Il n'est pas faux de plaider pour la formation d'un front sous la direction du parti communiste. Cependant, en faire une condition préalable absolue n'est pas correct. L'acceptation de la direction du parti communiste est directement liée à son influence dans la lutte des classes. Si le parti communiste occupe une position décisive et efficace dans la lutte, les autres forces sociales et classes graviteront naturellement vers lui, acceptant sa direction au sein d'un front.

— ***Le Parti communiste maoïste (MKP) a lancé un appel à l'« unité » à l'adresse de votre parti. Votre Congrès a-t-il évalué cet appel ?***

— Oui, notre Congrès a évalué la lettre du Parti communiste maoïste (MKP) contenant son appel à l'« unité ». Toutefois, avant de répondre directement à votre question, je voudrais préciser que la lettre du MKP a d'abord été publiée dans notre organe de discussion interne, le *Parti Birliği* [*Unité du Parti*], où les cadres de notre parti se sont engagés dans un débat approfondi. Cela signifie que l'appel à l'unité du MKP a été discuté lors de tous nos sous-Congrès et, en fin de compte, lors de notre II^d Congrès, où une décision finale a été prise.

À la suite de ces discussions, notre II^d Congrès a décidé que, bien que l'appel à l'unité de la MKP ait été lancé dans un esprit

révolutionnaire, les différences idéologiques et politiques existantes, ainsi que le manque de cohésion idéologique au sein de la MKP, nous ont amenés à répondre négativement à la proposition.

Toutefois, notre Congrès a également souligné que, malgré les différences idéologiques et stratégiques significatives qui nous séparent, le MKP est issu de la même tradition, défend le MLM et l'héritage d'İbrahim Kaypakkaya, et reste donc une force importante avec laquelle nous souhaitons maintenir une coopération plus étroite. Il s'agit notamment de s'engager dans des actions conjointes, d'explorer les possibilités d'efforts organisationnels communs, de mener des discussions idéologico-politiques bilatérales et de s'aligner plus étroitement au sein d'alliances ou de plates-formes plus larges où les deux parties sont impliquées. Ces propositions seront concrétisées par de nouvelles discussions avec MKP et mises en œuvre en conséquence.

« Être idéologiquement inébranlable, politiquement compétent, organisationnellement flexible et militairement innovant ! »

— *Que souhaitez-vous exprimer concernant l'orientation de votre parti pour la période à venir ?*

— Nous considérons que notre II^d Congrès revêt une importance historique dans le contexte de l'histoire de notre parti. Lors de notre I^{er} Congrès, des mesures cruciales ont été prises en réponse aux offensives ennemies et aux tentatives de coup d'État liquidationniste, notamment la réorganisation de la volonté du parti, la formulation de son programme et la création de l'Union des femmes communistes. Il s'agit là de développements décisifs. Notre II^d Congrès a poussé ces étapes historiques encore plus

loin. En s'engageant principalement dans des discussions sur la structure socio-économique, il a révisé et mis à jour notre programme de parti, en fournissant une définition plus claire et plus concrète de la nature et de la voie de la révolution en Turquie.

En outre, notre II^d Congrès a réaffirmé la continuité de la ligne « Proche mais en avant... », qui a été adoptée en tant que résolution lors de notre I^{er} Congrès. Il a confirmé que l'orientation stratégique décrite sous le titre « La direction principale de l'orientation, les liens fondamentaux : Clarté idéologique et profondeur politique ; force organisationnelle et détermination militaire » reste largement valable.

Notre I^{er} Congrès a été suivi par des changements notables dans les conditions mondiales et nationales, ainsi que dans la lutte de notre parti. Il est évident que la crise de l'impérialisme capitaliste s'est encore aggravée, intensifiant la concurrence entre les monopoles impérialistes et révélant des signes de plus en plus clairs d'une nouvelle guerre de redivision. La guerre qui se déroule en Ukraine entre les puissances impérialistes, associée au rôle d'Israël en tant que gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient, marqué par son occupation, ses massacres et ses attaques génocidaires visant principalement le peuple palestinien, ainsi que les peuples du Liban et de la Syrie, illustre cette trajectoire.

Les occupations et les guerres en Ukraine, en Palestine et en Syrie soulignent également l'offensive idéologique incessante de la bourgeoisie impérialiste contre le prolétariat international et les peuples opprimés du monde. Alors que la guerre en Ukraine est fondamentalement une lutte pour les marchés et la domination entre les impérialistes américains et européens et les impérialistes russes, elle est faussement présentée comme une guerre contre le communisme. S'il est vrai que la Russie moderne repose sur

l'héritage historique des camarades Lénine et Staline et des républiques socialistes soviétiques, la réalité est que la Russie d'aujourd'hui n'est pas gouvernée par la classe ouvrière. L'URSS a été dissoute et la Russie contemporaine est devenue une puissance impérialiste sur la scène mondiale. Malgré ce fait, les impérialistes américains et européens qui font la propagande de leur guerre contre la Russie en la qualifiant de « lutte contre le communisme » doivent être considérés comme la poursuite de leur assaut idéologique contre le prolétariat international et les peuples opprimés.

Une situation similaire peut être observée dans les massacres et les attaques génocidaires d'Israël contre la nation palestinienne. L'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* » de la résistance nationale palestinienne le 7 octobre 2023, visant les territoires occupés, a provoqué une onde de choc en Israël et dans les centres capitalistes impérialistes. Cette réaction découle de la conviction des capitalistes impérialistes et d'Israël que leur supériorité technologique les rend invincibles, ainsi que de la possibilité qu'une telle attaque puisse servir d'exemple et d'inspiration pour le prolétariat international et les peuples opprimés du monde dans leurs luttes.

La présence d'organisations réactionnaires et djihadistes comme le Hamas, qui dirige actuellement la résistance nationale palestinienne, et leur position idéologique — ainsi que leurs actions malavisées qui visent parfois des civils — ne doivent pas jeter une ombre sur la légitimité et la justesse de la lutte palestinienne contre l'oppression, les massacres, l'occupation et l'annexion. La bourgeoisie impérialiste qualifie de « terroristes » tout individu, groupe ou organisation qui manifeste sa solidarité avec la résistance palestinienne. Dans les centres impérialistes-capitalistes, les symboles de la résistance nationale palestinienne sont interdits et les actions de solidarité sont criminalisées.

Il est bien connu que de nombreuses organisations islamistes, en particulier au Moyen-Orient, sont des produits du projet de « ceinture verte » de l'impérialisme américain. Aujourd'hui, ces organisations, directement soutenues par des programmes de « formation et d'équipement » conformes aux politiques bourgeoises impérialistes, sont utilisées comme outils dans des « guerres par procuration ». L'exemple le plus récent est celui de la Syrie, où ces organisations ont été utilisées pour tenter de renverser le régime de Bachar el-Assad. Ces organisations réactionnaires, qui agissent parfois hors du contrôle de leurs bailleurs de fonds, voient leur existence et leurs actions — en particulier les attaques visant les civils — utilisées pour justifier l'agression impérialiste, ce qui conduit à qualifier les luttes du prolétariat international et des peuples opprimés de « terrorisme ».

Le concept de « terreur » sert d'outil pratique à la propagande contre-révolutionnaire dans les interventions et assauts militaires régionaux et locaux des impérialistes. Pour la bourgeoisie impérialiste, toute personne, toute organisation ou même tout État qui refuse de se soumettre, qui résiste à l'exploitation ou qui ne s'aligne pas sur ses politiques actuelles est qualifié de « terroriste ».

En bref, dans le monde d'aujourd'hui, la lutte du prolétariat international et des peuples opprimés est systématiquement qualifiée de « terrorisme » par la bourgeoisie impérialiste, la lutte des classes étant criminalisée sous cette étiquette. Les efforts visant à liquider et à anéantir les forces révolutionnaires sont présentés comme légitimes aux yeux des masses. Nous assistons à une intensification de l'offensive idéologique visant à liquider et à soumettre les forces révolutionnaires. Étant donné les contradictions croissantes entre les impérialistes et les signes de plus en plus nombreux d'une nouvelle guerre de division, ce n'est

pas une prophétie que de dire que ces attaques vont s'intensifier. Dans la période à venir, non seulement les offensives idéologiques contre le mouvement communiste et la lutte révolutionnaire au sens large s'intensifieront, mais les tentatives de liquidation physique se multiplieront également.

L'un des points cruciaux ici est de maintenir notre indépendance idéologique au milieu de la concurrence et des conflits entre les camps impérialistes. Dans le monde d'aujourd'hui, il n'y a pas d'État prolétarien au pouvoir. Les forces concurrentes sont engagées dans une lutte pour la division des marchés mondiaux. Les communistes ne doivent s'aligner sur aucune puissance impérialiste et ne doivent pas non plus négliger les principaux instigateurs des guerres régionales et impérialistes.

— Une situation similaire ne s'applique-t-elle pas également à la Turquie? La structure économique semi-coloniale ne façonne-t-elle pas les politiques périodiques des classes dirigeantes turques? L'agression fasciste croissante, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de la Turquie, ainsi que ses politiques d'occupation et d'annexion, ne visent-elles pas précisément cet objectif?

— Oui, la Turquie fait partie intégrante du monde capitaliste-impérialiste et, de plus, elle est membre de l'OTAN, l'appareil d'agression militaire de l'impérialisme. En ce sens, elle ne peut être évaluée indépendamment de la crise et des contradictions au sein de l'impérialisme capitaliste. La rhétorique soi-disant « nationale et indigène » du gouvernement AKP-MHP n'est rien d'autre qu'une propagande creuse, raciste et chauvine.

Ainsi, dès sa fondation, l'État turc, en tant que semi-colonie de l'impérialisme, a été soumis à la même dynamique. Les classes dirigeantes turques sont non seulement économiquement

dépendantes des centres impérialistes, mais aussi idéologiquement subordonnées à eux. Il est bien connu que, parallèlement aux politiques économiques formulées dans les centres impérialistes et mises en œuvre dans les pays semi-coloniaux comme la Turquie, des offensives idéologiques sont également déployées pour garantir leur application.

En raison de cette dépendance, les offensives idéologiques formulées et mises à l'ordre du jour dans les centres impérialistes sont adaptées et mises en œuvre en fonction des conditions semi-coloniales de la Turquie. La dépendance des classes dirigeantes turques à l'égard des capitaux impérialistes et la faiblesse de leur base de capital domestique font que la bourgeoisie compradore maintient son emprise par le biais d'attaques idéologiques contre la classe ouvrière et les masses laborieuses et d'offensives contre-révolutionnaires directes.

La moindre revendication de droits par les masses est accueillie non seulement par la terreur d'État fasciste, mais aussi par une répression systématique visant à soumettre idéologiquement, à neutraliser et à éliminer les forces d'avant-garde issues de la lutte des classes. Cette agression ne se limite pas à la répression physique ; elle s'accompagne de campagnes de liquidation idéologique, de destruction et de cooptation visant les figures de proue de la lutte révolutionnaire.

Le fascisme, dans le cas de l'État turc, n'est pas simplement une forme de gouvernement qui a existé depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui. Il persiste plutôt en tant que méthode continue de gestion des contradictions qui émergent dans le cadre de la lutte des classes. La permanence du fascisme doit être considérée en conjonction avec la permanence de la situation révolutionnaire.

Les contradictions profondes de la société turque et de la société du Kurdistan turc obligent les classes dirigeantes à mettre en

œuvre le fascisme non seulement comme mode de gouvernance, mais aussi comme forme d'organisation de l'État bien ancrée. Cela signifie que le fascisme n'est pas une réponse temporaire aux crises politiques, mais une nécessité structurelle pour les classes dirigeantes de maintenir leur domination et de supprimer les forces révolutionnaires.

La question nationale kurde est l'une des contradictions les plus pressantes auxquelles l'État turc est actuellement confronté. La lutte nationale du peuple kurde est systématiquement qualifiée de « terrorisme » par les classes dirigeantes turques, à l'instar de la manière dont les puissances impérialistes encadrent les mouvements de libération nationale qui menacent leurs intérêts. Des millions de personnes qui rejettent et résistent à la négation de leurs droits nationaux sont qualifiées de « terroristes ». Même les droits démocratiques les plus élémentaires de la nation kurde sont systématiquement bafoués.

Le stade atteint par le mouvement national kurde aujourd'hui a placé l'État turc dans une crise existentielle. Cela a conduit le fascisme turc à déployer toutes ses ressources et capacités pour écraser, coopter ou neutraliser le mouvement kurde. Tout en menant des campagnes d'annihilation militaire sur un front, l'État poursuit simultanément des politiques dites « de paix » sous la rhétorique trompeuse de « mille ans de fraternité ».

Les communistes qui reconnaissent la nation kurde comme une nation distincte ayant le droit à la libre séparation, y compris le droit d'établir un État indépendant, sont constamment pris pour cible par l'État turc. De même, toute personne exprimant sa solidarité avec le mouvement national kurde, à quelque niveau que ce soit, est automatiquement placée dans la catégorie « terreur » de l'État et soumise à une répression fasciste implacable.

Une approche similaire est adoptée à l'égard des luttes économiques et démocratiques de la classe ouvrière et des masses laborieuses au sens large. Toute action ou initiative échappant au contrôle et à l'approbation des classes dirigeantes est qualifiée d'« activité terroriste ». La ligne politique indépendante de la classe ouvrière se heurte à la « stratégie de contre-insurrection » de l'État fasciste.

Les revendications syndicales des travailleurs et les manifestations économiques sont confrontées aux matraques de la police, à la répression militaire, aux détentions et aux arrestations. Les luttes des minorités nationales, en particulier de la nation kurde, sont qualifiées de « séparatisme ». La résistance des Alévis et d'autres communautés religieuses minoritaires est qualifiée d'« hérésie ». Les mouvements féminins et LGBTI+ sont décrits comme l'œuvre d'« agents étrangers cherchant à détruire la structure familiale ». Les manifestations d'étudiants en faveur des droits académiques et démocratiques sont banalisées et considérées comme les actions de « quelques individus malavisés ». Les manifestations de paysans réclamant une compensation équitable pour leurs produits et s'opposant à la destruction de l'environnement sont présentées comme le fait de « provocateurs ».

Dans tous les domaines de la lutte, les classes dirigeantes ont recours à la manipulation idéologique et à la répression étatique pour supprimer et délégitimer les mouvements de masse, en veillant à ce que toute tentative de remise en cause de leur autorité soit violemment écrasée.

Dans l'ensemble, les luttes de la classe ouvrière et des masses laborieuses sont systématiquement qualifiées de « terrorisme » par l'État turc et font l'objet d'une « stratégie de contre-insurrection ».

Toute tendance ou tout mouvement qui sort des limites de l'ordre établi est immédiatement visé par la répression. La classe dirigeante ne craint rien de plus que l'organisation et la mobilisation indépendantes des masses. Alors que toute action qui remet en cause le système fait l'objet d'une répression fasciste, les tendances réformistes à l'intérieur du cadre existant sont délibérément encouragées. Dans ce contexte, alors même que le système parlementaire lui-même est devenu une simple formalité, le légalisme, les illusions parlementaires et les approches réformistes sont promus comme des canaux acceptables de l'activité politique.

Pour notre parti, toute force politique qui dépasse les limites du système, qui s'organise dans la clandestinité et qui intériorise une éducation idéologique prolétarienne est, par essence, engagée dans un processus de transformation révolutionnaire et de consolidation militante. Nous vivons une période où les pratiques révolutionnaires radicales sont de plus en plus remises en question et où les activités révolutionnaires sont confinées dans des limites légales. Dans une telle période, il est crucial pour toute force révolutionnaire de s'orienter vers des méthodes de lutte extra-systémiques. Tout mouvement qui n'a pas la perspective de s'emparer du pouvoir politique restera inévitablement prisonnier des limites imposées par le système. En résumé, la période actuelle exige une approche militante à tous les niveaux de la lutte.

Cette réalité exige que les cadres, les membres et les militants de notre parti possèdent une conscience idéologique ferme et claire. Concrètement, cela signifie qu'il faut reconnaître que si les conditions objectives d'une révolution démocratique populaire en Turquie existent, nos forces subjectives restent insuffisantes. Il y a des lacunes significatives dans la canalisation des luttes

spontanées des masses dans la lutte révolutionnaire plus large, mais cette situation même rend encore plus impératif notre engagement actif dans ces luttes à tous les niveaux.

Il ne faut pas oublier que toutes les révolutions réussies ont commencé avec un petit nombre de cadres dévoués et, au fil du temps, ont gagné en force au fur et à mesure que les partis communistes fusionnaient avec les luttes de la classe ouvrière et du peuple, pour finalement remporter la victoire. Les expériences historiques des révolutions victorieuses démontrent sans équivoque que les partis communistes dotés de solides fondements idéologiques, d'une direction politique compétente, d'une souplesse organisationnelle et de la capacité de mettre en œuvre des stratégies militaires créatives adaptées aux conditions concrètes ont appris avec succès des luttes spontanées des masses. En synthétisant ces expériences grâce à la science du MLM et en les mettant en pratique, ils ont ouvert la voie au succès révolutionnaire.

La principale leçon que nous pouvons tirer des expériences révolutionnaires réussies ou non est claire : toute pratique qui ne rompt pas avec le système, qui ne le vise pas directement et qui ne s'efforce pas de transformer les contradictions internes en une force de rupture systémique est vouée à l'échec. C'est pourquoi l'ensemble du travail de notre parti, y compris les activités légales sur le terrain, sera orienté vers une rupture révolutionnaire avec le système. Nous agissons avec la ferme conviction que la révolution en Turquie ne peut être réalisée que par la lutte armée. Nous sommes convaincus qu'aucune autre voie ou méthode ne mènera à la victoire. Cela exige une clarté idéologique, et toutes nos activités, qu'elles soient directes ou indirectes, serviront cet objectif ultime.

À condition de maintenir la clarté idéologique, nos échecs peuvent être transformés en succès, nos faiblesses en forces et nos lacunes peuvent être surmontées grâce à une approche politique correcte. Tant au niveau mondial qu'en Turquie, nous sommes à l'aube de grands bouleversements. Nous sommes à la veille de nouveaux soulèvements « Gezi » et de révoltes « Serhildan ». Dans une période où les signes d'une nouvelle guerre impérialiste de redivision deviennent de plus en plus évidents et où les classes dirigeantes turques se positionnent en conséquence, nous sommes convaincus que les cadres, les membres, les militants et les sympathisants de notre parti s'orienteront vers ce processus turbulent et précaire avec la détermination et la préparation nécessaires.

— *Merci de répondre à nos questions.*

— Je vous remercie également d'avoir offert cette opportunité à notre parti.

Source: <https://www.tkpm.com/organisons-le-parti-et-la-revolution-avec-les-decisions-du-iid-congres/?swcfpc=1>